

UNIVERSITE DE BORDEAUX

FACULTÉ DE MÉDECINE ET DE PHARMACIE

1930 - 1931 — N° 82

RÉVISION DE LA LÉGISLATION FRANÇAISE DES EAUX MINÉRALES ET RÉNOVATION DE NOS STATIONS THERMALES

THÈSE POUR LE DOCTORAT EN MÉDECINE

Présentée et soutenue publiquement le Lundi 23 Février 1931

PAR

Pierre-Armand-Denis CAZAUX

Né à CLAIRAC (Lot-et-Garonne), le 16 Février 1906.

Examineurs de la Thèse	{	MM. SELLIER, professeur.....	<i>Président.</i>
		MANDOUL, professeur	} <i>Juges.</i>
		CREYX, agrégé.....	
		DELMAS-MARSALET, agrégé.....	

BORDEAUX

Imprimerie Victor CAMBETTE

91, Cours de la Marne, 91

1931



Digitized by the Internet Archive
in 2026

UNIVERSITE DE BORDEAUX

FACULTÉ DE MÉDECINE ET DE PHARMACIE

1930 - 1931 — N° 82

**RÉVISION DE LA LÉGISLATION FRANÇAISE
DES EAUX MINÉRALES
ET RÉNOVATION DE NOS STATIONS THERMALES**

THÈSE POUR LE DOCTORAT EN MÉDECINE

Présentée et soutenue publiquement le Lundi 23 Février 1931

PAR

Pierre-Armand-Denis CAZAUX

Né à CLAIRAC (Lot-et-Garonne), le 16 Février 1906.

Examineurs de la Thèse

{	MM. SELLIER, professeur.....	<i>Président.</i>
	MANDOUL, professeur	{ <i>Juges.</i>
	CREYX, agrégé.....	
	DELMAS-MARSALET, agrégé.....	

BORDEAUX

Imprimerie Victor CABBETTE

91, Cours de la Marne, 91

1931

FACULTÉ DE MÉDECINE ET DE PHARMACIE DE BORDEAUX

M. SIGALAS..... Doyen.

PROFESSEURS HONORAIRES :

MM. POUSSON, MOURE, PRINCETEAU, W. DUBREUILH,
RIVIÈRE, BARTHE, LE DANTEC, DENIGÈS.

PROFESSEURS :

	MM.		MM.
Clinique médicale.....	MAURIAC.	Zoologie et parasitologie	MANDOUL.
	CASSAËT.	Médecine expérimentale	N.
Clinique chirurgicale	CHAVANNAZ.	Clinique ophtalmologique	TEULIÈRES.
	BÉGOUIN.	Clinique chirurgicale infantile et orthopédie...	ROCHER.
Pathologie et thérapeutique générales.....	CARLES.	Clinique gynécologique	GUYOT.
Clinique d'accouchements.....	ANDÉRODIAS.	Clinique médicale des maladies des enfants ...	CRUCHET.
Anatomie pathologique et microscopie clinique..	SABRAZÈS.	Chimie biologique et médicale ...	DELAUNAY.
Anatomie.....	VILEMIN.	Physique médicale et pharmaceutique.....	SIGALAS.
Anatomie générale et histologie..	G. DUBREUIL.	Médec. coloniale et clinique des malad. exotiques	BONNIN.
Physiologie.....	PACHON.	Clinique des maladies cutanées et syphilitiques.	PETGES
Hygiène.....	AUCHE.	Clinique des maladies des voies urinaires	DUVERGEY.
Médecine légale et déontologie...	LANDE.	Clinique des maladies nerveuses et mentales ...	ABADIE.
Electroradiologie et clin. d'électricité médicale..	RÉCHOU.	Clinique d'oto-rhino-laryngologie.	PORTMANN.
Chimie.....	CHELLE.	Toxicologie et hygiène appliquée	LABAT.
Botanique et matière médicale ...	BEILLE.	Hydrologie thérapeutique et climatologie.....	SELLIER.
Pharmacie	DUPOUY.		

MM. MICHELEAU, LEURET, DUPÉRIÉ (Médecine générale).

AGRÉGÉS EN EXERCICE :

	MM.		MM.
Anatomie.....	{ DUBECQ. DUFOUR.	Maladies mentales.....	{ PERRENS. PAPIN.
Histologie	LACOSTE.	Chirurgie générale	{ JEANNENEY CHARRIER.
Anatomie pathologique	MURATET.		{ LOUBAT.
Parasitologie et sciences naturelles.....	R. SIGALAS.	Obstétrique.....	{ PÉRY. N.
	{ CREYX. AUBERTIN.	Ophtalmologie.....	{ BEAUVIEUX.
Médecine générale.....	{ DAMADE. PIÉCHAUD.	Dermatologie et syphiligraphie...	{ JOULIA.
	{ DELMAS-MARSALET	Pharmacie	{ GOLSE.
		Chimie générale pharmaceutique et toxicologie..	{ VITTE.

COURS COMPLEMENTAIRES

MM.		MM.	
Clinique dentaire.....	CAVALIÉ.	Puériculture.....	FAUGÈRE.
Médecine opératoire.....	PAPIN.	Démonstrations et Préparations pharmaceutiques	N.
Accouchements.....	N.	Pharmacie chimique.....	GOLSE.
Ophtalmologie.....	CABANNES.	Zoologie et Parasitologie.....	R. SIGALAS.
Orthopédie chez l'adulte, pour les accidentés du travail, les mutilés de guerre et les infirmes		N.	
Cours complémentaire annexe. — Prothèse et rééducation professionnelle.....		GOURDON.	

Par délibération du 5 août 1879, la Faculté a arrêté que les opinions émises dans les Thèses qui lui sont présentées doivent être considérées comme propres à leurs auteurs, et qu'elle entend ne leur donner ni approbation ni improbation.



A MON PÈRE, A MA MÈRE

*Bien faible hommage de mon amour
et de mon infinie reconnaissance pour
tout ce qu'ils ont fait pour moi.*

A MA FIANCÉE

MEIS ET AMICIS

A MONSIEUR LE DOCTEUR PIERRE CHARMONT

EX-SECRÉTAIRE DE LA CLINIQUE D'OLLIER, A LYON

EX-CHEF DE CLINIQUE DE L'HÔPITAL SAINT-LUC, A LYON

MEMBRE DES SOCIÉTÉS D'HYDROLOGIE ET DE CLIMATOLOGIE

DES FACULTÉS DE MÉDECINE DE BORDEAUX, NANCY ET TOULOUSE

*Avec toute ma reconnaissance pour
son accueil si bienveillant et pour ses
précieux conseils.*

A MES PROFESSEURS
DE LA FACULTÉ DE MÉDECINE DE BORDEAUX

A MONSIEUR LE DOCTEUR CREYX

PROFESSEUR AGRÉGÉ A LA FACULTÉ DE MÉDECINE DE BORDEAUX

MÉDECIN DES HÔPITAUX

CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR

CROIX DE GUERRE

OFFICIER DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE

A MON PRÉSIDENT DE THÈSE

MONSIEUR LE PROFESSEUR J. SELLIER

PROFESSEUR D'HYDROLOGIE THÉRAPEUTIQUE ET DE CLIMATOLOGIE

À LA FACULTÉ DE MÉDECINE DE BORDEAUX

OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR

OFFICIER DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

*Qui a bien voulu présider cette thèse
et, avec sa si grande connaissance de
l'Hydrologie française, nous a donné de
si précieuses directives.*

INTRODUCTION

La France est le pays du monde le plus riche au point de vue hydrologique, tant par le nombre de ses sources thermales que par leur infinie variété.

Remarquablement et scientifiquement exploitées par les Gallo-Romains, nos sources connurent alors une ère magnifique de renommée et de prospérité; puis, après la disparition de cette brillante civilisation, elles furent, pendant de longs siècles, presque abandonnées, et leur usage tomba dans l'empirisme.

C'est Henri IV qui, ayant constaté par lui-même leurs remarquables effets, comprenant alors quelle richesse immense demeurait inexploitée, prit les premières mesures législatives à leur égard, dans des lettres patentes demeurrées célèbres. Ces dispositions, quoique sommaires, devaient assurer l'organisation, le développement et la protection de nos stations.

Depuis, le législateur n'a cessé de s'occuper de nos sources, comme on le verra dans un instant, par le nombre considérable de lois, décrets, arrêtés, circulaires, réglementations qui ont vu le jour.

Quel a été, pour nos stations thermales, le résultat de toutes ces mesures si nombreuses, si diverses, qui ont été prises évidemment dans le but de les protéger et de les développer?

Le corps médical des stations thermales et climatiques (puisque maintenant les dernières réglementations ne les distinguent plus les unes des autres), ce corps médical que l'on appelait autrefois avec dédain «aquatique», est devenu maintenant, comme l'on peut s'en rendre compte, un des fleurons de notre science et de notre art médical. Ce corps

médical, quel rôle lui ont attribué, dans le passé, les diverses lois thermales, dans la surveillance, l'organisation, et, en un mot, dans tout ce qui peut contribuer au développement de nos stations thermales?

Quel rôle doit-il être appelé à jouer?

La création des chaires d'hydrologie, après notre bouleversement de la guerre, est un premier pas vers l'absolue nécessité de la refonte générale de nos lois hydrologiques, en les mettant en concordance non seulement avec les dernières découvertes de la physico-chimie, mais avec l'absolue nécessité de redonner au corps médical des stations thermales non seulement un droit ou un rôle moral, mais encore une suprématie absolue sur tous les organismes existants et qui peuvent, soit rester en fonction, soit être modifiés.

En effet, le médecin, dans une station thermale, comment le juge-t-on très souvent, comment apprécie-t-on les directives qu'il est chargé de donner?

Les dernières découvertes de la physico-chimie sont venues modifier toutes les idées sur la médecine thermale. L'ionisation, les métaux colloïdaux, les émanations (radium, thorium...), les gaz rares sont une thérapeutique des plus difficiles et des plus compliquées, et l'on voit, même dans les stations les plus actives, donc souvent les plus dangereuses, refuser au corps médical l'exclusivité de l'ordonnance.

Ne voit-on pas, en effet, des masseurs, des masseuses, des employés d'hôtel, sans compter les innombrables employés des bains, non seulement critiquer les ordonnances des médecins, mais encore dénier toute connaissance à ces derniers, pour venir, dans l'illégalité absolue, faire les faiseurs d'ordonnance?

N'ai-je pas entendu moi-même un jeune et distingué médecin des laboratoires des hôpitaux de Paris, dans un récent voyage d'études médicales, dire au maire et à l'ad-

ministre-délégué de la Société des Thermes, tous deux hôteliers, avec une ironie qu'ils n'ont pas comprise: « C'est à regretter, Messieurs, que vous n'ayez pas fait votre médecine ! »

Ce rôle médical, nous allons le rechercher dans le passé à travers les lois de notre hydrologie française; nous le poursuivrons jusqu'à nos jours dans les lois les plus récentes et nous verrons quelles sont les réglementations vraiment trop désuètes qui dirigent encore, après des découvertes scientifiques qui honorent ces dernières années, toutes nos malheureuses stations thermales. Nous essaierons alors de critiquer les lois en vigueur, et de suggérer, en manière de conclusion, un projet de loi conforme aux vœux légitimes de tous nos médecins thermaux et aux besoins actuels de nos stations.

RÉVISION DE LA LÉGISLATION FRANÇAISE

DES EAUX MINÉRALES

ET RÉNOVATION DE NOS STATIONS THERMALES

CHAPITRE PREMIER

Historique de la Législation française des Eaux minérales.

Avant d'étudier la législation française des eaux minérales, que nous ferons remonter, avec la majorité des auteurs, à Henri IV, il nous a paru intéressant de rechercher dans l'antiquité et au Moyen-Age les stations qui existaient et les règlements qui y étaient en vigueur.

Les sources thermales sont connues depuis la plus haute antiquité, et leurs remarquables propriétés, découvertes empiriquement, les ont rendues l'objet d'une vénération et d'un culte que nous retrouvons les mêmes chez tous les peuples.

Un des premiers documents — et un des plus curieux — que nous ayons sur les eaux minérales, est cet hymne de Sindhouwipa que chantent les Ariens dans les « Incantations poétiques » : « Eaux merveilleuses, vous augmentez notre vigueur, vous la rendez plus forte, plus agréable, plus remarquable... — Eaux qui êtes reines des hommes et maîtresses de la richesse, je vous demande un remède à mes maux. Eaux salutaires, protégez mon corps contre les ma-

ladies, que je puisse voir longtemps Indra (!) ! Eaux qui guérissez tous les maux, eaux purifiantes, emportez tout ce qui peut être en moi de criminel, tout ce qui a pu m'advenir par violence ou par libertinage. »

Chez les Iraniens qui avaient un culte tout particulier pour les eaux minérales, Ormuzd, en parlant de ces eaux sacrées dans lesquelles les hommes se plongent pour se guérir, indique les règlements qui existaient pour éviter la contamination de ces précieuses sources : ceux qui ne respecteront pas la pureté de l'eau, ceux qui la corrompront et la souilleront de détritrus, seront battus « avec des courroies de peau de cheval ou de chameau, ou ils payeront 200 derems. »

Chez les Egyptiens, les eaux minérales sont consacrées au Soleil.

Les Chinois, 2.700 ans avant Jésus-Christ, employaient les eaux minérales et faisaient des travaux de captation des sources.

Les Perses et tous les peuples de Chaldée, vénéraient les sources thermales. Cyrus se faisait porter à Suse les eaux de Choaspes et n'en buvait pas d'autres (!).

Les Scythes disaient que les eaux du Teare étaient excellentes pour plusieurs sortes de maux et guérissaient les hommes et les chevaux de la gale (!). Darius les protégea par divers règlements et fit placer l'inscription suivante auprès de la source : « Les sources du Teare donnent les meilleures et les plus belles eaux du monde, et Darius, le meilleur et le plus beau de tous les hommes, roi de Perse et de toutes les terres fermes, marchant contre les Scythes, est arrivé sur leurs bords ». Les Scythes, d'après Hérodote, avaient plusieurs autres sources sacrées.

Chez les Grecs, comme nous le raconte Homère, les fleuves et les sources minérales étaient sacrés.

(1) Divinité de l'Atmosphère dans la religion de Brahma.

(2) HÉRODOTE, I, 188.

(3) HÉRODOTE, IV, 90.

Les eaux d'Aix-en-Provence étaient utilisées par les Saliens, dix-huit siècles avant Jésus-Christ. Environ un siècle avant Jésus-Christ, Marius défit les Cimbres à Aix, au moment où ils prenaient leur bain, nous raconte Plutarque.

Au 1^{er} siècle, Strabon ⁽¹⁾ écrit : « La ville d'Aquae Sextiae (Aix) reçut ce nom en l'honneur de son fondateur et en commémoration de ses sources thermales, si célèbres naguère, mais si dégénérées aujourd'hui puisqu'une partie ne donne plus que de l'eau froide ». En effet, en 21 après Jésus-Christ, à la suite vraisemblablement d'un séisme, les eaux d'Aix avaient brusquement diminué de température.

C'est au même moment, et probablement par suite des mêmes causes, qu'a également disparu la fameuse Baïes, près de Naples, la plus grande station romaine.

Car c'est chez les Romains que les sources thermales ont reçu le plus grand culte. « Les sources chaudes sont sacrées et protégées par les dieux ⁽²⁾ ». — On a de la vénération pour la source des grands fleuves; on dresse des autels à l'endroit où certaines rivières sortent subitement de terre; on rend un culte aux fontaines d'eau chaude ⁽³⁾ ». Toutes les sources thermales, à cause de leurs propriétés thérapeutiques et de leurs caractères physiques, étaient sacrées, et considérées comme la manifestation d'une divinité bienfaisante à laquelle on les consacrait. « Les eaux minérales augmentent, sous des noms variés, le nombre des dieux et fondent des villes, comme Pouzzoles en Campanie...⁽⁴⁾ » Les sources étaient souvent entourées d'un petit bois, le « bois sacré », qui assurait leur protection; car quiconque y pénétrait sans autorisation commettait un sacrilège.

En Gaule, avant la conquête romaine, le culte des eaux était un des principaux éléments de la religion pré-druidique ⁽⁵⁾; sources, lacs, étangs étaient divinisés, et Strabon

(1) STRABON, *Reç. géo.* IV, 5.

(2) SÉNÈQUE, *épist.* XL.

(3) SÉNÈQUE, *épist.* XLI.

(4) PLIN. — *Hist. nat.*, t. XXXI, 2.

(5) A. BERTRAND. — *La Religion des Gaulois.*

nous dit les quantités de pièces d'or et d'argent, d'objets précieux que l'on trouva près de Toulouse, dans des sources sacrées, où on les avait immergés en hommage à la divinité protectrice (?). Un culte spécial était rendu aux jaillissements thermaux, dont les Gaulois avaient reconnu, eux aussi, les vertus thérapeutiques, et qu'ils avaient consacrés à des dieux amis.

La conquête de la Gaule par les Romains provoqua donc une fusion rapide des deux cultes, vu leur similitude, et aussi des diverses divinités. Les sources thermales sont souvent consacrées à des divinités à caractère nettement médical : Hygie, Apollon, Esculape, ou aux Nymphes, qui sont les déesses des eaux, ou à de nombreuses divinités locales.

Auprès des sources, on construit souvent des temples; les prêtres sont en même temps médecins puisqu'ils sont les interprètes de la divinité bienfaisante. La thérapeutique mise en œuvre est : la diète, qui est généralement prescrite au début du traitement, l'influence de l'air pur dûe au choix judicieux des emplacements, l'emploi en boisson de l'eau minérale, l'hydrothérapie (?).

Nous avons retrouvé d'autres édifices beaucoup plus vastes, dont la disposition intérieure permet de supposer que les malades y séjournaient bien plus longtemps; c'étaient de véritables maisons de santé. A leurs Thermes, merveilleusement organisés, les Romains ajoutaient des gymnases, des salles de massage, bref tous les moyens physiques connus à l'époque, de façon à obtenir les meilleurs résultats possibles dans leurs stations thermales.

Les sources étaient soigneusement protégées afin d'éviter leur corruption.

Mais les ouvrages les plus remarquables des Romains, ceux que nous n'avons jamais réussi même à égaler, ce sont ceux qu'il ont fait pour capter les sources.

(1) STRABON. — Géogr., liv. IV, chap. I, 13.

(2) ALBERT. — Les Médecins grecs à Rome.

Dans une thèse (1) faite à Nancy, sous la direction scientifique du professeur Perrin, professeur d'Hydrologie dans cette Faculté, le Docteur Santelli publia tout un chapitre sur les captations romaines dans nos stations thermales françaises; le Docteur Charmont, qui l'avait inspiré, y indiquait comment les Romains étudiaient les sources. Il y avait à Rome un organisme central constitué d'hommes compétents, qui envoyait en déplacement auprès des sources une commission chargée d'étudier et de localiser les courants thermaux, puis de décider les moyens à employer pour sauvegarder toutes les qualités thermo-minérales de ces sources.

Cette commission revenait à Rome et y présentait ses rapports; le centre dirigeant de l'Hydrologie romaine préparait alors, en connaissance de cause, tous les plans, études, travaux nécessaires à l'organisation, à la conservation, à la restauration des sources examinées.

Cet aréopage de véritables compétences a produit ainsi des merveilles hydrologiques, tant pour les captations que pour l'emploi thérapeutique des jaillissements thermaux.

En effet, on reste stupéfait quand on étudie les captations romaines et les modes de traitement employés par les premiers hydrologues du monde (2); pour ce qui est des gigantesques travaux de captation qu'ils ont effectués, nous ne pouvons rivaliser avec eux : ainsi, à Luxeuil, où ils réussirent à éviter le mélange des eaux ferrugineuses froides et des eaux salines thermales que l'on y rencontre côte-à-côte; à Evaux, où ils captèrent près de cinquante sources différentes les unes des autres dans un espace de 400 mètres carrés; à Plombières, où ils purent isoler les sources de toute contamination en obtenant d'elles le maximum de rendement thérapeutique.

(1) D^r SANTELLI. — « Contribution à l'étude des captages des sources thermo-minérales », Nancy, 1924.

(2) Voir l'article du D^r P. CHARMONT : « Quelques eaux minérales de la chaîne hercynienne », dans la *Revue Médicale de l'Est* (15 novembre 1923).

Ils avaient également su adapter d'une façon étonnante leurs captages à la nature du jaillissement, à ses principes physico-chimiques, à sa valeur thérapeutique. Les découvertes que nous avons faites en physico-chimie dans ces dix ou quinze dernières années seulement, sont venues confirmer pleinement la valeur de ces applications thérapeutiques des diverses sources, applications que les Romains avaient pourtant conçues et réalisées empiriquement.

Quant à leurs installations, dont nous avons dit un mot tout à l'heure, elles étaient remarquables. Le professeur Moureu a dit : « Les Romains, à qui il faut toujours remonter quand il s'agit d'installations thermales, avaient compris étuves, cabines et baignoires dans les meilleures conditions pour l'utilisation thérapeutique des eaux thermales. »

Nous citerons seulement un exemple de ces installations : ce sont les célèbres étuves de vapeur spontanée avec les gaz rares et l'émanation de radium de Plombières, au sujet desquelles, après les avoir visitées en 1923, avec le voyage d'études médicales de la Faculté de Bordeaux, et sous la conduite du Docteur Charmont, le Professeur Sellier eut ce mot judicieux : « Quelle richesse et quelle fortune publique ignorées ! »

De nos jours encore, ces étuves permettent de remarquables cures basées sur cette nouvelle science de la physico-chimie, des radioactivités, de l'ionisation.

Est-ce qu'on ne peut donc pas dire avec raison que les Romains ont été, et demeurent, les maîtres incontestés de l'hydrologie ?

Après l'effondrement de la civilisation romaine et l'établissement des barbares en Gaule, ces thermes sont ruinés pour la plupart ; mais à cette ruine survécut la culte des sources sacrées (1).

(1) Pour tout l'historique du Moyen-Age, nous avons largement puisé dans : la Gaule Thermale, de BONNARD et PERCEPIED (Paris, 1908).

L'Eglise essaya de déraciner ces croyances superstitieuses; nous en trouvons la preuve dans la chevauchée de Saint-Martin, dans l'édit d'Arcadius et dans de nombreux autres mandements; citons celui de Saint-Eloi, évêque de Noyon au VII^e siècle : « Que nul chrétien ne fasse des vœux dans les temples, ou auprès des pierres, des fontaines, des arbres... Chaque fois que vous tomberez dans quelque infirmité... ne faites point de cérémonies diaboliques aux fontaines... »

Mais, tous ces interdits demeurant absolument sans effet, l'Eglise fut amenée alors à substituer à la divinité païenne de la source un Saint protecteur. Et c'est ce qui nous explique qu'en bien des endroits (1) on trouve une chapelle renfermant des vestiges très reconnaissables (ancien autel, bas-reliefs, sculptures, statuettes) des divinités païennes qui ont été détrônées du lieu par des Saints.

D'ailleurs, cette foi immense et indestructible en des sources miraculeuses ne s'est-elle pas admirablement conservée jusqu'à nos jours?

La plupart des auteurs s'accordent pour reconnaître qu'au Moyen-Age nos sources thermales ont été complètement délaissées; d'où la phrase célèbre : « Mille ans et pas un bain ! »

Nous avons retrouvé pourtant, dans les écrits de l'époque, maints documents qui témoignent au contraire qu'une certaine renaissance se produisit alors dans l'usage des eaux thermales.

Nous en citerons quelques-uns.

Aix-en-Provence, de 1100 à 1250, sous les princes de la maison d'Aragon, était fréquentée pour le goître et les écrouelles (2), et au XII^e et XIII^e siècles on y venait de toute l'Europe. (3)

(1) Citons notamment le plateau du Mesvrin, le pied du Mont de Sène et les environs de Massigny, dans la Côte-d'Or.

(2) ROBERT. — Essai historique sur les eaux thermales d'Aix.

(3) RUFFI. — Essais sur l'histoire de la Provence.

A Gréoulx, les Templiers réorganisèrent les Thermes, de même que ceux de Plombières avaient été remis en état, longtemps avant, par Clodion le Chevelu.

A Digne, Charles II, comte de Provence, par des lettres patentes de 1293, chargea son médecin de surveiller les bains, moyennant rétribution à prélever sur le produit de leurs revenus. (1)

Les eaux de Neyrac, dans l'Ardèche, étaient fréquentées par les lépreux; un acte datant de 1340 en fait mention. (2)

A Bains, nom ancien du Mont-Dore, en 1328, le seigneur de Murat attribue au chapitre d'Orcival une rente à prélever sur le produit des bains; des registres terriers datant de 1423 et 1463 nous indiquent qu'alors quatre sources étaient exploitées.

A Bourbon-Lancy, au XI^e siècle, le seigneur du lieu donne les bains à l'Abbaye de Cluny.

Au Vernet, il existe un monument thermal qui a dû être construit au XII^e ou au XIII^e siècle; en 1309, Guillaume de Nouvelles est autorisé à construire dans sa maison un autre établissement thermal, et d'y amener une source chaude nouvelle. (3)

A Bagnères, un règlement de police municipale datant de 1317 punissait ceux qui brimaient les baigneurs ou souillaient les eaux thermales. (4)

A Cauterets, une charte de 945 établit que le comte Raymond donna les bains à l'Abbaye de Saint-Savin (5); à la

(1) ARNOUX. — Étude historique sur les bains thermaux de Digne (1886).

(2) D^r FRANÇUS. — Voyage aux pays volcaniques du Vivarais; et MORIN : Notice historique et thérapeutique sur les eaux minérales et thermales de Neyrac.

(3) CROS. — Le Monument thermal du Vernet (Mém. de la Société d'Archéologie du Midi de la France, t. IV).

(4) Le Moyen-Age semble avoir eu grand souci de protéger nos sources de toute contamination. La légende de la naissance des eaux de Vichy paraît le prouver : il y avait près de Varennes-sur-Allier, aux temps anciens, des sources chaudes protégées par une fée blanche qui avait interdit aux habitants de les souiller; or un jour, au temps des Gaulois, la fée planant dans les airs aperçut une femme lavant son linge dans la piscine; pour punir les habitants, la fée transporta alors les sources à Vichy, où depuis lors elles n'ont pas cessé de couler.

(5) D^r MIQUEL-DALTON. — Cauterets dans le passé (1890).

fin du ^{xiii}^e siècle, on construisit dans cette station le Bain de César. (1)

Les eaux chaudes de Dax sont mentionnées dans la « Cosmographie » d'un auteur arabe du ^{xiii}^e siècle, Qazwîni, qui donne le nom de Efsch à cette station. (2)

Une charte de 1344 nous prouve l'existence de bains à l'Echaillon, en Savoie.

Des monnaies du Moyen-Age témoignent de la fréquentation, à cette époque, de Rennes-les-Bains. (3)

A Uriage, au ^{xiv}^e siècle, on exploitait une source et un établissement aménagé jadis par les Romains. (4)

Le roman de « Flamenca » nous donne de très intéressants détails sur les bains de Bourbon-l'Archambault, au ^{xiii}^e siècle (5), où il y avait « des établissements où tous, gens du pays et étrangers, pouvaient prendre les bains très confortablement. Pas de boîteux ni d'éclopé qui ne s'en retournât guéri, s'il n'abrégeait pas trop son séjour. On pouvait se baigner quand on voulait, dès qu'on avait fait marché avec le patron d'un hôtel concessionnaire des sources. Dans chaque bain jaillissait de l'eau chaude et de l'eau froide. Chacun était clos et couvert comme une maison, et il s'y trouvait des chambres tranquilles où on pouvait se reposer et se rafraîchir à son plaisir. »

L'existence, aux archives de Luxeuil, de nombreux documents, nous prouve la fréquentation des bains de cette station au ^{xv}^e siècle. (6)

Enfin, à Plombières, en 1292, le duc Ferri III fit construire un château pour « protéger les baigneurs contre les méchantes gens ». (7)

(1) RÉVEIL. — Analyse chimique des eaux de Cauterets (*Annales de la Société d'hydrologie médicale de Paris*, t. VI, 1859-1860).

(2) C. JULLIAN. — Notes sur l'Aquitaine.

(3) MÉMOIRE de la Société des Antiquaires, t. III (1821).

(4) GUÉTARD. — Minéralogie du Dauphiné (1779).

(5) LANGLOIS. — La Société française au ^{XIII}^e siècle d'après dix romans d'aventure.

(6) DEV. — Mémoire pour servir à l'histoire de la ville de Luxeuil (Mémoire de la Commission d'Archéologie de la Haute-Saône, t. IV).

(7) HAUMONTÉ. — Plombières ancien et moderne (1905).

Nous croyons avoir démontré ainsi que le Moyen-Age n'a pas complètement abandonné, comme on l'a trop dit, l'usage des bains en général, et celui des eaux thermales en particulier.

Il nous reste à étudier, maintenant, l'historique de la législation française des eaux minérales proprement dit.

*
**

Henri IV s'étant rendu compte par lui-même du triste état de nos stations thermales, de l'empirisme et du charlatanisme qui y existaient, fut le premier qui songea à mettre un peu d'ordre dans le désordre et l'anarchie qui régnaient.

Né en plein pays de sources hydrominérales, sources qu'il considérait comme « chose utile et grandement nécessaire », à la suite d'une cure thermale, il créa, par édits et lettres patentes du 23 mai 1605, la surintendance et les intendances des eaux minérales. Il constituait ainsi un corps comprenant un surintendant, des intendants de province et des intendants locaux qui avaient pour mission de surveiller le captage des sources, la construction, l'organisation et l'entretien des établissements thermaux, l'embouteillage, le transport et la vente au public des eaux minérales; en outre, ils étaient chargés de nommer les dépositaires des eaux et les employés des établissements thermaux. L'accès de ces établissements n'était permis aux malades que s'ils étaient porteurs d'un certificat délivré par les intendants. Enfin, il leur était conseillé, mais non imposé, de soigner gratuitement les indigents.

Il faut attendre plus d'un siècle avant de voir apparaître d'autres mesures; encore concernent-elles des intérêts purement locaux. Ce sont les arrêts du Conseil des 29 janvier et 14 décembre 1715, puis l'arrêt du 6 mai 1732, remis en vigueur par décret du 30 prairial an xii. Ils concernent les eaux de Barèges et de Balaruc, dont les propriétaires sont

assujettis à des mesures prohibitives, dont l'intérêt est considérable, puisqu'on voit apparaître pour la première fois la notion du périmètre de protection, dont il ne sera plus question ensuite qu'en 1856.

On peut citer aussi les lettres patentes d'août 1678 qui donnent au premier médecin du roi le pouvoir de nommer les intendants des eaux minérales de province; et celles du 18 avril 1685 qui créent une charge d'intendant à Vichy, qui devient ainsi indépendante de celle de Bourbon-l'Archambault.

Il faut encore attendre près d'un siècle avant de voir apparaître de nouvelles mesures administratives qui vont modifier le régime antérieur, la déclaration royale du 25 avril 1772 maintient le premier médecin du roi comme surintendant des eaux minérales; mais elle crée une Commission royale de médecins, dont il est le président, chargée de l'analyse des eaux et de la surveillance de leur commerce.

Un arrêt du Conseil du 1^{er} avril 1774 exige que tout transport d'eau minérale soit accompagné d'un certificat d'origine.

Par les lettres-patentes d'août 1778, la Société royale de Médecine, que Louis XVI avait créée, doit examiner tout ce qui concerne la distribution de eaux minérales, choisit des commissaires qui vont dans les stations thermales où leur présence est jugée utile, pour s'y livrer à toutes les enquêtes et analyses nécessaires.

L'arrêt du Conseil du 5 mai 1781 soumet toute exploitation d'eau minérale à l'autorisation de la Société royale de Médecine; les intendants doivent lui adresser chaque année un rapport sur l'état des stations, des établissements, leur fonctionnement, et les résultats des traitements qui y ont été suivis; cet arrêt maintient l'obligation pour le malade qui vient suivre un traitement de présenter un certificat délivré par l'intendant, mais le malade a le

droit de choisir, pour diriger sa cure, le médecin qu'il désire.

Ensuite viennent l'arrêté du 23 vendémiaire an VI, qui attribue à la municipalité la police administrative des sources et accorde la gratuité du traitement aux indigents et aux militaires blessés; l'arrêt du 29 floréal an VII, qui complète l'arrêt du 5 mai 1781 et charge deux commissaires, choisis par le corps municipal, de surveiller les sources et d'assurer leur distribution; l'arrêté des 3 floréal an VIII et 6 nivôse an XI sur les conditions d'affermage et d'administration des établissements thermaux, enfin encore des décrets concernant des intérêts locaux, ceux des 13 mars 1810 et 18 mai 1813, qui établissent des servitudes au profit des sources du Mont-Dore, et celui du 12 juin 1811 qui déclare propriété de l'Etat les sources de Plombières et ordonne l'acquisition, pour le compte de l'Etat, de l'Etablissement de Bourbonne.

Avant d'en arriver aux lois essentielles qu'il nous reste maintenant à étudier, nous devons signaler que les stations thermales qui n'étaient pas encore françaises, et qui le devinrent par la suite, étaient soumises alors à des décrets particuliers dans le détail desquels nous ne pouvons pas entrer.

C'est à ce moment qu'apparut l'ordonnance de Louis XVIII du 18 juin 1823 sur la Police générale des eaux minérales; elle renouvelle et renforce les diverses dispositions déjà en vigueur et réglemeute une industrie nouvelle, celle des eaux minérales artificielles. Elle peut être considérée comme la base fondamentale de toute la législation actuelle. Aussi, à cause de son importance capitale, jugeons-nous utile d'en citer de nombreux articles.

ORDONNANCE DU ROI
portant Règlement sur la police des eaux minérales.
(18 Juin 1823.)

.....
... « considérant que les précautions générales à prendre et les garanties à exiger, dans l'intérêt de la santé publique, à l'égard des entreprises ayant pour but la fabrication ou le débit des médicaments quelconques, forment une des branches les plus importantes de la police administrative;

« que l'expérience n'a pas cessé de démontrer la nécessité des règles particulières qui concernent les eaux minérales, et les inconvénients inséparables de toute négligence dans leur exécution...

TITRE PREMIER

Dispositions générales.

Article premier. — Toute entreprise ayant pour effet de livrer ou d'administrer au public des eaux minérales naturelles ou artificielles demeure soumise à une autorisation préalable et à l'inspection d'un homme de l'art, ainsi qu'il sera réglé ci-après. Sont seuls exceptés de ces conditions les débits desdites eaux qui ont lieu dans les pharmacies.

Art. 2. — Les autorisations exigées par l'article précédent continueront à être délivrées par notre Ministre, secrétaire d'Etat de l'Intérieur, sur l'avis des autorités locales, accompagnées, pour les eaux minérales naturelles, de leur analyse, et, pour les eaux minérales artificielles, des formules de leur préparation. Elles ne pourront être révoquées qu'en cas de résistance aux règles prescrites par la présente ordonnance, ou d'abus qui seraient de nature à compromettre la santé publique.

Art. 3. — L'inspection ordonnée par le même article premier continuera à être confiée à des docteurs en médecine ou en chirurgie; la nomination en sera faite par notre ministre, secrétaire d'Etat de l'Intérieur, de manière qu'il n'y ait qu'un inspecteur par établissement, et qu'un même inspecteur en inspecte plusieurs lorsque le service le permettra. Il pourra, néanmoins, là où ce sera jugé nécessaire, être nommé des inspecteurs adjoints, à l'effet de remplacer les inspecteurs titulaires en cas d'absence, de maladie, ou de tout autre empêchement.

Art. 4. — L'inspection a pour objet tout ce qui, dans chaque établissement, importe à la santé publique. Les inspecteurs font dans ce but aux propriétaires, régisseurs ou fermiers, les propositions ou observations qu'ils jugent nécessaires; ils portent au besoin leurs plaintes à l'autorité et sont tenus de lui signaler les abus venus à leur connaissance.

Art. 5. — Ils veillent particulièrement à la conservation des sources, à leur amélioration, à ce que les eaux minérales artificielles soient toujours conformes aux formules approuvées, et à ce que les unes et les autres ne soient ni falsifiées, ni altérées. Lorsqu'ils s'aperçoivent qu'elles le sont, ils prennent ou requièrent les précautions nécessaires pour empêcher qu'elles puissent être livrées au public, et provoquent, s'il y a lieu, telles poursuites que de droit.

Art. 6. — Ils surveillent, dans l'intérieur des établissements, la distribution des eaux, l'usage qui en est fait par les malades, sans néanmoins pouvoir mettre obstacle à la liberté qu'ont ces derniers de suivre les prescriptions de leurs propres médecins ou chirurgiens, et même d'être accompagnés par eux, s'ils le demandent.

Art. 7. — (Est relatif au traitement des inspecteurs, qui n'existe plus.)

Art. 8. — Partout où l'affluence du public l'exigera, les préfets, après avoir entendu les propriétaires et les inspecteurs, feront des règlements particuliers qui auront en vue l'ordre intérieur, la salubrité des eaux, leur libre usage, l'exclusion de toute préférence dans les heures à assigner aux malades pour les bains ou douches, et la protection particulière due à ces derniers dans tout établissement placé sous la surveillance spéciale de l'autorité. Lorsque l'établissement appartiendra à l'Etat, un département, une commune ou une institution charitable, le règlement aura aussi en vue les autres branches de son administration.

Art. 9. — Les règlements, prescrits par l'article précédent, seront transmis à notre ministre, secrétaire d'Etat de l'Intérieur, qui pourra y faire telles modifications qu'il jugera nécessaires. Ils resteront affichés dans les établissements, et seront obligatoires pour les personnes qui les fréquenteront, comme pour les individus attachés à leur service. Les inspecteurs pourront requérir le renvoi de ceux de ces derniers qui refuseraient de s'y conformer.

Art. 10. — (Concerne l'affichage des tarifs et leur approbation par le préfet, qui n'a pas le droit de les modifier.)

Art. 11. — Il ne sera, sous aucun prétexte, exigé ni perçu des prix supérieurs à ces tarifs. Les inspecteurs ne pourront également rien exiger des malades dont ils ne dirigeront pas le traitement, ou auxquels ils ne donneront pas de soins particuliers. Ils continueront à soigner gratuitement les indigents admis dans les hospices dépendant des établissements thermaux, et seront tenus de les visiter au moins une fois par jour.

Art. 12. — Les divers inspecteurs rempliront et adresseront, chaque année, à notre ministre de l'Intérieur, des tableaux dont il leur sera fourni des modèles; ils y joindront les observations qu'ils auront recueillies, et les mémoires qu'ils auront rédigés sur la nature, la composition et l'efficacité des eaux, ainsi que sur le mode de leur application.

TITRE II

Dispositions particulières à la fabrication des eaux minérales artificielles, aux dépôts et à la vente de ces eaux et des eaux minérales naturelles.

Art. 13 à 18. — Autorisation obligatoire pour fabriquer des eaux minérales artificielles, justification de connaissances spéciales, respect des formules approuvées.

Tout dépôt d'eaux minérales autre que les pharmacies doit être autorisé.

Les expéditions d'eaux minérales naturelles sont surveillées par l'inspecteur, sont accompagnées d'un certificat d'origine; de même pour les eaux artificielles. A l'arrivée dans tout dépôt autre qu'une pharmacie, vérification est faite par un inspecteur.

TITRE III

De l'administration des sources minérales appartenant à l'Etat, aux communes ou aux établissements charitables.

Art. 19. — Les établissements d'eaux minérales qui appartiennent à des départements, à des communes ou à des institutions charitables seront gérés pour leur compte. Toutefois, les produits ne seront pas confondus avec les autres revenus, et continueront à être spécialement employés aux dépenses ordinaires et extraordinaires desdits établissements, sauf les excédents disponibles après qu'il aura été satisfait à ces dépenses. Les budgets et les comptes seront aussi présentés et arrêtés séparément, conformément aux règles prescrites pour ces trois ordres de services publics.

Art. 20. — Ceux qui appartiennent à l'Etat continueront à être administrés par les préfets, sous l'autorité de notre ministre, secrétaire d'Etat de l'Intérieur, qui en arrêtera les budgets et les comptes et fera imprimer tous les ans, pour être distribué aux Chambres, un tableau général et sommaire de leurs recettes et de leurs dépenses. Sera aussi imprimé, à la suite dudit tableau, le compte sommaire des subventions portées au budget de l'Etat pour les établissements thermaux.

Art. 21 et 22. — (Concernent la mise en ferme ou en régie, l'adjudication, le cahier des charges qui doit être approuvé par le préfet, et la résiliation prononcée par le Conseil de Préfecture.)

Art. 23. — Les membres des administrations propriétaires ou surveillantes, ni les inspecteurs ne pourront se rendre adjudicataires desdites fermes, ni y être intéressés.

Art. 24. — En cas de mise en régie, le régisseur sera nommé par le préfet. Si l'établissement appartient à une commune ou à une administration charitable, la nomination ne sera faite que sur présentation du maire ou

de cette administration. Seront nommés de la même manière, les employés et servants attachés au service des eaux minérales dans les établissements objet dudit titre.

Toutefois, ces dernières nominations ne pourront avoir lieu que de l'avis de l'inspecteur.

Les mêmes formes seront observées pour la fixation du traitement des uns et des autres employés, ainsi que pour leur révocation.

Art. 25. — Il sera procédé pour les réparations, constructions, reconstructions et autres travaux, conformément aux règles prescrites pour la branche de service public à laquelle l'établissement appartiendra, et à nos ordonnances des 8 août, 31 octobre 1821 et 22 mai 1822.

Toutefois, ceux de ces travaux qui ne seront point demandés par l'inspecteur ne pourront être ordonnés qu'après avoir pris son avis.

.....

La circulaire ministérielle du 5 octobre 1855 enlève aux médecins-inspecteurs une partie de leurs attributions et de leur autorité. Ils ne s'occuperont plus désormais que de l'emploi et de la distribution des eaux. Le captage et l'aménagement des sources sont dorénavant du domaine des ingénieurs des Mines. Modification très importante à l'ancienne législation, et dont nous verrons plus loin toutes les conséquences.

Nous arrivons à un autre moment important de l'évolution de la législation des eaux minérales. En effet, celle-ci va s'occuper de nouveau du périmètre de protection, dont on n'avait plus parlé depuis 1715-1732.

A la suite de graves dommages subis par des propriétaires de sources à l'occasion de forages ou de fouilles exécutés sur leur fonds, notamment à Cauterets et à Vichy, l'opinion publique s'émut et divers projets de loi furent déposés à la Chambre en 1837, 1846, 1847, indiquant la nécessité d'établir des « mesures de protection » à l'égard des sources. Mais ces projets n'aboutirent pas. C'est alors que parut le décret du 10 mars 1848, qui réglementait les travaux souterrains effectués au voisinage des sources; nul ne pouvait, sans l'autorisation du préfet, effectuer des travaux de ce genre, lorsqu'il se trouvait

dans un rayon d'au moins mille mètres autour d'une source autorisée.

Ce décret fut bientôt remplacé et renforcé par la loi du 14 juillet 1856, complétée ultérieurement par les décrets des 8 septembre 1856 et 11 avril 1888. Vu la grande importance de cette loi, nous croyons utile d'en donner de longs extraits.

Loi du 14 Juillet 1856

sur la conservation et l'aménagement des sources d'eaux minérales.

TITRE PREMIER

De la déclaration d'intérêt public des sources, des servitudes et des droits qui en résultent.

Article premier. — Les sources d'eaux minérales peuvent être déclarées d'intérêt public, après enquête, par un décret impérial délibéré en Conseil d'Etat.

Art. 2. — Un périmètre de protection peut être assigné, par un décret rendu dans les formes établies en l'article précédent, à une source déclarée d'intérêt public. Ce périmètre peut être modifié si de nouvelles circonstances en font reconnaître l'utilité.

Art. 3. — Aucun sondage, aucun travail souterrain ne peuvent être pratiqués dans le périmètre de protection d'une source déclarée d'intérêt public, sans autorisation préalable.

A l'égard des fouilles, tranchées, pour l'extraction de matériaux ou pour un autre objet, fondations de maisons, caves, ou autres travaux à ciel ouvert, le décret qui fixe le périmètre de protection peut, exceptionnellement, imposer aux propriétaires l'obligation de faire, au moins un mois à l'avance, une déclaration au préfet, qui en délivre récépissé.

Art. 4. — Les travaux énoncés dans l'article précédent et entrepris soit en vertu d'une autorisation régulière, soit après une autorisation préalable, peuvent, sur la demande du propriétaire de la source, être interdits par le préfet, si leur résultat constaté est d'altérer ou de diminuer la source. Le propriétaire du terrain est préalablement entendu. L'arrêté du préfet est exécutoire par provision, sauf recours au Conseil de Préfecture et au Conseil d'Etat par la voie contentieuse.

Art. 5. — Lorsque, à raison de sondages ou de travaux souterrains entrepris en dehors du périmètre, et jugés de nature à altérer ou à diminuer une source minérale déclarée d'intérêt public, l'extension du périmètre paraît nécessaire, le préfet peut, sur la demande du propriétaire de la source, ordonner provisoirement la suspension des travaux. Les travaux

peuvent être repris si, dans le délai de six mois, il n'a pas été statué sur l'extension du périmètre.

Art. 6. — Les dispositions de l'article précédent s'appliquent à une source minérale déclarée d'intérêt public à laquelle aucun périmètre n'a été assigné.

Art. 7. — Dans l'intérieur du périmètre de protection, le propriétaire d'une source déclarée d'intérêt public a le droit de faire, dans le terrain d'autrui, à l'exception des maisons d'habitation et des cours attenantes, tous les travaux de captage et d'aménagement nécessaires pour la conservation, la conduite et la distribution de cette source, lorsque ces travaux ont été autorisés par un arrêté du Ministre de l'Agriculture, du Commerce et des Travaux publics. Le propriétaire du terrain est entendu dans l'instruction.

Art. 8. — Le propriétaire d'une source d'eau minérale déclarée d'intérêt public peut exécuter, sur son terrain, tous les travaux de captage et d'aménagement nécessaires pour la conservation, la conduite et la distribution de cette source, un mois après la communication faite au préfet de ses projets. En cas d'opposition, par le préfet, le propriétaire ne peut commencer ou continuer les travaux qu'après autorisation du Ministre de l'Agriculture, du Commerce et des Travaux publics. A défaut de décision dans le délai de trois mois, le propriétaire peut exécuter les travaux.

Art. 9. — L'occupation du terrain compris dans le périmètre de protection pour l'exécution des travaux prévus par l'article 7, ne peut avoir lieu qu'en vertu d'un arrêté du préfet qui en fixe la durée.

Lorsque l'occupation d'un terrain compris dans le périmètre prive le propriétaire de la jouissance du revenu au-delà d'une année, ou lorsque après les travaux le terrain n'est plus propre à l'usage auquel il était employé, le propriétaire du dit terrain peut exiger du propriétaire de la source, l'acquisition du terrain occupé ou dénaturé. Dans ce cas, l'indemnité est réglée suivant les formes prescrites par la loi du 3 mai 1841. Dans aucun cas, l'expropriation ne peut être provoquée par le propriétaire de la source.

Art. 10. — Les dommages dûs par suite de suspension, interdiction ou destruction de travaux dans les cas prévus aux articles 4, 5 et 6, ainsi que ceux dûs à raison de travaux exécutés en vertu des articles 7 et 9, sont à la charge du propriétaire de la source. L'indemnité est réglée à l'amiable ou par les tribunaux.

Dans les cas prévus par les articles 4, 5 et 6, l'indemnité due par le propriétaire de la source ne peut excéder le montant des pertes matérielles qu'a éprouvées le propriétaire du terrain et le prix des travaux devenus inutiles, augmentés de la somme nécessaire pour le rétablissement des lieux dans leur état primitif.

Art. 11. — Les décisions concernant l'exécution ou la destruction des travaux sur le terrain d'autrui ne peuvent être exécutées qu'après le dépôt d'un cautionnement dont l'importance est fixée par le tribunal, et

qui sert de garantie au paiement de l'indemnité dans les cas énumérés en l'article précédent.

L'Etat, pour les sources dont il est propriétaire, est dispensé du cautionnement.

Art. 12. — Si une source d'eau minérale déclarée d'intérêt public est exploitée d'une manière qui en compromette la conservation, ou si l'exploitation ne satisfait pas aux besoins de la santé publique, un décret impérial délibéré en Conseil d'Etat peut autoriser l'expropriation de la source et de ses dépendances nécessaires à l'exploitation, dans les formes légales réglées par la loi du 3 mai 1841.

TITRE II

Dispositions pénales.

.....

TITRE III

Dispositions générales et transitoires.

.....

Le décret du 28 janvier 1860 réorganise l'inspection médicale, détermine les conditions de perception d'une taxe destinée à assurer le paiement des médecins-inspecteurs, règle l'usage des eaux et la police des établissements.

Le décret du 21 décembre 1864, complété par la circulaire du 23 février 1865, soumet les sources minérales d'Algérie au régime légal en vigueur en France.

La loi du 27 juillet 1880 interdit tout travail de recherche et d'exploitation des mines susceptible de compromettre l'existence des sources thermales.

La loi du 12 février 1883 supprime le traitement des médecins-inspecteurs, dont la loi de 1855 avait déjà fortement diminué les attributions et l'autorité; enfin, en juillet 1889, les inspecteurs des stations thermales sont supprimés par voie d'extinction; il en existait encore récemment, mais, en

fait, ils n'avaient plus aucune fonction et leur autorité était nulle.

Le décret du 30 septembre 1884 détermine le rôle du Comité consultatif d'hygiène de France en ce qui concerne les eaux minérales; la circulaire du 26 janvier 1891 lui attribue la compétence en ce qui concerne la construction, l'amélioration et le régime des établissements thermaux.

Des lois récentes ont visé indirectement l'exploitation des eaux minérales en prenant des mesures qui concernent les casinos et cercles des stations, et les conditions de séjour dans ces stations (lois des 15-16 juin 1907, 25 juin 1920 et 26 juin 1923) : elles ne présentent pas d'intérêt du point de vue strictement médical.

La loi du 15 avril 1910 prévoyait la création de stations hydrominérales et climatiques; elle établissait, en outre, dans lesdites stations une taxe spéciale facultative, dite taxe de séjour, destinée à favoriser leur développement.

Cette loi a été abrogée et remplacée par celle du 24 septembre 1919, complétée par les décrets du 4 mai 1920 et du 30 mai 1923 : la taxe de séjour devient obligatoire; elle est destinée à assurer, au moins en partie, le traitement des indigents, l'entretien, l'assainissement, l'embellissement et la fréquentation de la station.

Nous résumons les principales dispositions de cette loi : un état portant indication précise de l'emploi du produit de la taxe au cours de l'année précédente, doit être affiché pendant toute la saison à la mairie, au syndicat d'initiative, et au bureau de renseignements (art. 20, décret du 30 mai 1923).

Les communes doivent tenir un compte spécial du produit et de l'emploi des recettes provenant de la taxe. Ce compte est publié, et transmis à la Commission permanente des stations hydrominérales et climatiques (art. 5, loi du 24 septembre 1919).

Dans chaque station, est créée une « Chambre d'Industrie thermale et climatique » comprenant : par moitié,

des membres élus par les personnes appartenant aux catégories de professions intéressées au développement de la station; par moitié, des membres de droit : le préfet, qui préside; l'ingénieur des Mines, le directeur du Bureau d'hygiène, l'agent-voyer du canton, trois membres nommés par le préfet dont deux sont des médecins exerçant dans la station, le maire de la commune, deux délégués du Conseil municipal. Cette chambre donne son avis sur les projets de travaux de la station, sur l'établissement de la taxe de séjour, sur l'usage qui doit en être fait, sur les emprunts à effectuer (art. 7, loi 1919). Le préfet la réunit au moins tous les mois pendant la saison et tous les trois mois pendant le reste de l'année (art. 35, décret du 30 mai 1923).

Enfin, à côté du Ministre de l'Intérieur, siège la Commission permanente des stations hydrominérales et climatiques de France. Elle est chargée d'étudier toutes les questions qui intéressent la création et le développement des stations, et de présenter ses observations au Ministre sur l'emploi qui a été fait par les stations du produit de la taxe de séjour (art. 8, loi de 1919); de sorte qu'elle contrôle, en dernier ressort, les comptes administratifs établis par les municipalités et par les Chambres d'industrie thermale.

Une circulaire des ministres de l'Hygiène, de l'Assistance et de la Prévoyance sociales, et des Travaux publics, du 16 novembre 1923, relative à l'application de la loi du 24 septembre 1919, a été motivée par ce fait que « l'examen des comptes administratifs de l'emploi du produit de la taxe de séjour, montre que les conseils municipaux des communes intéressées ne donnent pas toujours à ces recettes l'affectation nettement spécialisée prévue par la loi du 24 septembre 1919 et par le décret du 4 mai 1920 ».

Cette circulaire rappelle que « sont seules effectuées au moyen des ressources provenant des taxes de séjour, les dépenses qui peuvent concourir au développement et à la prospérité de la station », et que cette taxe « n'est pas desti-

née à faire face au paiement de dépenses qui, soit par leur nature, soit en vertu d'un texte de loi formel, soit par l'effet de décisions librement prises par les conseils municipaux, incombent normalement aux communes et doivent figurer au budget municipal... La jurisprudence du Conseil d'Etat tend de plus en plus à exiger des stations, avant de les autoriser à percevoir la taxe de séjour, l'établissement d'un programme de travaux d'hygiène. » Quant au traitement des indigents prévu au moyen de la taxe par les dispositions de la loi du 24 septembre 1919, la circulaire rappelle que « il ne faut pas oublier que ces dispositions ne concernent pas les habitants de la localité, mais les seuls nécessiteux étrangers à la commune qui viennent se soigner dans la station; il est inadmissible qu'en portant des sommes importantes à un chapitre intitulé : Soins à donner aux indigents, des municipalités cherchent en réalité à diminuer dans la même proportion les frais d'assistance médicale gratuite qui leur incombent ».

Ainsi donc, quatre ans après la promulgation de la loi, l'esprit de cette loi n'était déjà plus respecté par les communes, et les abus dans l'emploi fait du produit de la taxe de séjour étaient tels, qu'une circulaire ministérielle devenait nécessaire pour les réprimer !

Nous verrons bientôt qu'elle est restée sans effet, et que, malgré de belles et courageuses campagnes de presse, la loi de 1919 reste, comme la circulaire de 1923, lettre morte.

*
**

Nous n'avons certes pas la prétention d'avoir étudié, ni même cité, toutes les lois ou tous les décrets qui, au cours des siècles, ont établi ou modifié la législation française des eaux minérales : ils sont légion, et cette étude nécessiterait un volume !

Notre intention a été simplement d'examiner les lois essentielles, en insistant tout spécialement sur les dispositions qui nous semblaient présenter un intérêt particulier pour le corps médical de nos stations thermales.

CHAPITRE II

La nécessité de la révision de nos lois thermales françaises.

Avant de faire, d'une façon détaillée, l'étude critique des si intéressantes lois de 1823, 1856 et 1919, nous voudrions montrer en quelques lignes l'importance du rôle que le législateur a successivement attribué au corps médical dans le contrôle qu'il exerçait depuis si longtemps, et à bon droit, sur les stations thermales.

Avec la loi de 1823, l'influence du corps médical thermal est prépondérante dans nos stations : en effet, chacune d'entre elles est contrôlée par un médecin-inspecteur, qui est généralement choisi parmi les médecins exerçant dans la station ; il offre ainsi toutes garanties au point de vue compétence, et tous ses efforts doivent naturellement avoir pour but l'amélioration de la station et la protection de ses confrères pour le plus grand bien commun.

Puis la circulaire ministérielle de 1855 enlève au médecin-inspecteur, c'est-à-dire au corps médical dont il est le représentant et le porte-parole, toute autorité sur le captage et l'aménagement des sources, qui deviennent du ressort du Service des Mines.

Enfin, les lois de 1883 et de 1889 suppriment les médecins inspecteurs : les médecins des stations thermales, dont l'autorité était jadis prépondérante — et à juste titre, nous semble-t-il — ne peuvent plus désormais donner leur avis dans les si délicates questions d'hydrologie qui intéressent la station où ils exercent.

Pendant de longues années, le corps médical de nos

stations hydrominérales, ainsi dépossédé de ses prérogatives, n'a pas protesté contre un tel état de choses. Puis vient l'ère de l'organisation, de l'union pour la défense des intérêts communs, des syndicats : les médecins prennent alors conscience de leurs droits, des devoirs qu'ils ont vis à vis de nos pauvres stations dont l'essor est compromis par des lois défectueuses, mal interprétées ou qu'on n'applique pas. Les chaires d'Hydrologie, de création récente, viennent, par la grande autorité et par l'aide puissante des maîtres qui les occupent, appuyer les desiderata exprimés par l'unanimité des médecins thermaux.

Une grande offensive est donc déclenchée par le corps médical thermal, en vue d'obtenir, par la modification de la législation actuelle, la réorganisation et la rénovation de nos stations thermales.

Quels sont donc, au juste, ses desiderata ? Nous ne saurions mieux faire, pour avoir la réponse à cette question que de citer la communication faite à la Société d'Hydrologie de Nancy par l'un des plus distingués et des plus autorisés de nos médecins thermaux (1) : « Messieurs, « l'année dernière vous avez adopté ce vœu que je m'étais « permis de vous présenter « Que le corps médical prenne « enfin la tête et la situation qu'il mérite dans la direction « de l'hygiène sociale, et qu'à côté des ingénieurs, des « avocats, des hôteliers, nous ayons le droit de faire pré- « valoir nos idées, nos désirs, nos volontés, dans ce do- « maine qui nous appartient plus qu'à tout autre, dans « la réorganisation obligatoire de nos si belles stations « françaises ».

« Depuis la suppression de l'ordonnance du 18 juin 1823, « si belle pour la garantie et l'intérêt de la santé publique, « nos stations thermales, minérales ou climatiques n'ont « plus aucun contrôle sérieux de l'hygiène, et le médecin

(1) D^r P. CHARMONT. — De la nécessité d'une inspection médicale générale des Stations thermales et climatiques et de la révision de nos lois thermales françaises (*Revue médicale de l'Est*, 1^{er} décembre 1924).

« a disparu, dans toutes les lois successives, soit comme
« contrôle, soit comme autorité pour la défense de l'hy-
« giène et de la santé publique.

« Du même coup a disparu aussi, puisque le traitement
« thermal est une véritable médication, le droit aux seuls
« médecins d'ordonner et d'inscrire cette thérapeutique.

« Nous avons été remplacés pour la surveillance, pour
« l'hygiène, par une série d'administrations, soit centrales,
« soit régionales, et par un Service des Mines, absolument
« inapte à connaître nos besoins, nos volontés, nos désirs,
« et qui se drape dans la douce quiétude d'une opposition
« systématique, inébranlable, et surtout inébranlée, à tout
« conseil provenant du corps médical.

« Aucun de mes confrères des stations thermales ne
« pourra nier que des milliers de malades se passent abso-
« lument des indications du médecin, et pour obtenir sou-
« vent de plus importants pourboires, personnel des éta-
« blissements, masseurs, masseuses, même parfois domes-
« tiques d'hôtels ou de maisons meublées deviennent les
« grands directeurs de la santé publique.

« Je n'ai pas à vous énumérer les incidents ou accidents
« fâcheux qui en résultent si souvent pour les baigneurs
« ignorants ou abusés.

« Le Professeur Paul Courmont, professeur d'Hygiène à
« la Faculté de Médecine de Lyon, a montré en 1924, dans
« des conférences aux laboratoires de l'Hydrologie de
« Lyon, les formidables dangers, pour l'hygiène publique,
« de ce manque de surveillance médicale des stations
« thermales à tous les points de vue. Il faut lire ces ma-
« gistrales pensées pour être convaincu.

« L'on me dira que l'on a créé des commissions, qu'il
« existe encore quelques commissaires de gouvernement;
« mais quels sont les médecins réunis ici qui puissent dire
« que l'on a fait quelque chose d'utile et de sérieux pour
« l'hygiène de nos stations thermales et la conservation
« de nos sources thermales?

« Il en est malheureusement de même pour les recaptations, pour le sauvetage de nos sources therminérales.

« Ces fameux périmètres de protection sont une formidable négation des connaissances hydrologiques actuelles et ne servent qu'à autoriser la négligence absolue, soit des propriétaires, soit des fermiers, des stations thermales, soit enfin des services chargés de nos richesses thermales ou minérales.

« Je vais, Messieurs, vous énumérer ce que, depuis près de vingt années, j'ai découvert dans mes études et recherches à travers certaines de nos stations. Mais dans l'intérêt de la France, dans l'intérêt général, je vais vous faire part oralement de quelques faits, et ne veux pas qu'ils soient publiés pour l'instant. » (Une longue explication fut donnée oralement par le Docteur Charmont sur ces graves questions intéressant les stations thermales.)

« Je m'arrête, Messieurs, et je vous demande de bien vouloir créer une Commission, chargée l'année prochaine, de vous fournir un rapport et un projet de loi, permettant enfin au corps médical de reprendre et de retrouver l'autorité nécessaire dans tous les postes où seuls les médecins et les spécialistes de l'hydrologie peuvent avoir la majorité et l'autorité nécessaires.

« Durant la guerre, on a pu remarquer que seuls de tout le corps médical, les médecins hydrologistes n'ont pas été spécialisés, et cependant quels services n'auraient-ils pas rendus à nos malades, à nos blessés ?

« Appuyé sur la Société d'Hydrologie de Nancy et de l'Est, sur les maîtres éminents de nos Universités, sur toutes les fédérations ou sociétés thermales régionales, nous devons demander, nous, le corps médical, le rôle et l'autorité qui nous sont dûs, comme en Allemagne, comme en Italie, dans l'hygiène sociale, dans les lois d'assurances et de prévoyance sociales, dans l'hydrologie et la climatologie, et dans la surveillance et l'exploit-

« tation des stations thermo-minérales et climatiques.
« Nous devons également obtenir que ce ne soit pas seulement Paris qui commande à toute la France.

« Nos stations thermales et climatiques, qui se rangent
« facilement par région, doivent dépendre des Universités
« et des Sociétés d'Hydrologie et de Climatologie régionales pour l'hygiène, le fonctionnement et l'inspection
« médicale.

« Aussi, Messieurs, je vous propose ce vœu et vous
« demande, dans l'intérêt de la Médecine française, de le
« voter : « La Société d'Hydrologie et de Climatologie de
« Nancy et de l'Est, dans sa session des 29 et 30 septembre 1924, décide de nommer une Commission chargée
« d'étudier et d'élaborer un projet de loi ou de décret à
« présenter au Ministre de l'Hygiène, pour la refonte de
« tous les règlements, ordonnances ou lois touchant à la
« création, à la surveillance, à la réfection, à l'hygiène des
« stations thermales ou climatiques, ainsi qu'aux réfections et captations des sources thermo-minérales.

« Elle demande, en outre, que des Commissions médicales nommées d'accord entre les Universités régionales
« et les sociétés d'hydrologie et de climatologie qui en
« dépendent, soient chargées des inspections annuelles
« avec tout pouvoir pour faire exécuter leurs décisions. »

*
**

A la suite de cet article, qui paraît indiquer qu'un mouvement important se dessine en faveur de l'hydrologie française et qui arrive à l'instant où viennent de se créer, dans toutes les Facultés de France, les chaires d'Hydrologie, j'ai pensé qu'il était de mon devoir d'aller demander au distingué Docteur Charmont, versé depuis si longtemps dans ces questions d'hydrologie thermique, les raisons qu'il avait données à la Société d'Hydrologie de Nancy et de l'Est pour expliquer les différents vœux ci-dessus relatés.

Le Docteur Charmont a bien voulu se mettre à ma dis-

position, mais comme, en m'ouvrant ses dossiers, il m'a cité nombre de faits qui pouvaient être préjudiciables à la renommée de beaucoup de nos sources si mal exploitées en France, il m'a demandé pour tous ces exemples de rester dans l'anonymat, tenant à la disposition de la Faculté de Médecine de Bordeaux, et en particulier du si compétent Professeur d'Hydrologie, les preuves de tout ce qu'il avait avancé.

*
**

« Dans ce travail, me dit-il, à l'occasion duquel j'ai l'honneur de féliciter le si distingué Professeur d'Hydrologie Sellier, d'avoir bien voulu accepter d'être, comme d'habitude, à la tête du mouvement médical de l'Hydrologie française, deux questions me paraissent de la plus haute importance, et doivent primer toutes les considérations et toutes les conclusions de cette thèse :

1° Nous devons parler de la question du rôle médical en hydrologie et dans la médecine pure des stations thermales;

2° Nous devons parler de la question technique hydrologique pure.

Les questions purement médicales découlent de l'insuffisance de nos lois actuelles au sujet du rôle des Universités et aussi du corps médical de chaque station dans la surveillance et la direction de nos stations.

Quant aux questions d'hydrologie thermique pure, si elles sont tellement négligées en France, cela provient de l'incompétence des multiples services qui doivent s'en occuper, de leur dissémination dans d'innombrables bureaux de divers ministères, et surtout de l'omnipotence en cette matière du Service des Mines dont l'incompétence en hydrologie thermique n'est plus à démontrer. J'ajouterai même que depuis toujours la Médecine française a semblé se désintéresser de toutes ces questions.

Dans les exemples que j'ai donnés à Nancy, ainsi que dans beaucoup de communications à d'autres Sociétés d'hydrologie ou à des Sociétés médicales, je suis obligé d'employer souvent, dans l'intérêt de la France — mais je le regrette ! — l'anonymat.

Depuis vingt-cinq ans, sur les conseils de mon regretté maître, le professeur Jules Courmont, j'ai visité et étudié des centaines de stations thermales ou de sources thermales, tant françaises qu'étrangères, et je puis vous dire que ces recherches dans l'inconnu sont d'une agréable étude et d'une psychologie tout à fait captivante.

Reprenant la question du rôle médical dans nos stations thermales, vous verrez au cours de vos études, que depuis l'abandon des premiers décrets d'Henri IV jusqu'à notre loi de 1823, qui, malheureusement, fut abrogée, les Facultés de Médecine et le corps médical thermal, les seuls qui devraient avoir l'autorité dans notre Hydrologie française, n'en ont plus aucune.

En 1852 déjà, ne voyons-nous pas, malgré les protestations de confrères très distingués, des destructions se faire, sous prétexte d'amélioration, autour de nos plus belles sources thermales ?

Pour qui a voyagé, la France est le premier pays du monde au point de vue des jaillissements des sources, aussi bien minérales, que thermo-minérales et qu'hyperthermales. et aucun pays, je le répète, ne peut rivaliser avec le nôtre pour la richesse hydrologique.

Ceci ne doit pas nous étonner car, au point de vue des formations géologiques, la France possède à peu près également toute la gamme des divers soulèvements ou plissements qui ont formé l'ossature de notre globe. Je n'ai qu'à citer les points hercyniens des Vosges, du Morvan, du Massif des Maures et de la Bretagne, se continuant par des plissements secondaires du Plateau Central, des Pyrénées, des Alpes et du Jura.

Je laisse de côté ces questions pour revenir à la ques-

tion du rôle du corps médical thermal, et de son influence dans nos stations. Effectivement, malgré son opposition, nous avons vu, de 1850 à 1900, des destructions considérables des plus beaux captages et des plus beaux restes des ouvrages de nos maîtres en hydrologie, je veux parler des Romains et des Gallo-Romains.

Ainsi Nérès, ainsi Evaux, ainsi Bains-les-Bains, ainsi Luxeuil, ainsi Plombières, sans compter les si intéressantes sources des Pyrénées, ont subi les dévastations, non plus des barbares, mais des incompetents.

Les médecins inspecteurs qui avaient été créés par l'ordonnance de 1823 et supprimés bientôt après, ne pouvaient plus faire d'opposition aux services administratifs qui les avaient remplacés. Le corps médical des stations qui avait demandé, par pure jalousie d'intérêt, la suppression de cet inspectorat, s'est trouvé aussitôt dans l'impossibilité de faire entendre, non seulement ses doléances, mais encore ses compétences; et cela au point de vue, non seulement de l'exploitation pure des stations thermales, mais même — ce qui est plus grave — de son droit exclusif de donner les consultations, qui me paraissent obligatoires, et qui, en effet, devraient l'être pour le traitement des malades dans les stations.

Vous qui avez vécu un peu dans quelques-unes de nos stations thermales, étant vous-même un client, vous avez pu vous rendre compte que, presque partout en France, sauf dans deux ou trois stations seulement, l'obligation de l'ordonnance est un mythe et n'existe plus depuis de longues années.

Trop heureux de cette omission dans les lois, employés, masseurs, masseuses, hôteliers, hôtelières, habitants des pays thermaux, non seulement critiquent les ordonnances données par le corps médical thermal, mais encore, à qui mieux mieux, modifient les traitements, et vont même jusqu'à dire aux arrivants qu'il est absolument inutile de consulter un médecin.

Nous retombons actuellement à un empirisme qui nous fait reculer en l'an 1200 ou 1300!

Malheureusement aussi beaucoup de médecins, pour avoir les faveurs des autorités municipales, des administrations thermales, des hôteliers surtout, vont se mettre non seulement dans une situation fâcheuse, mais même dans une attitude servile vis-à-vis de toutes ces catégories de gens, pour obtenir ainsi l'aumône de quelques consultations.

Ce rôle dégradant pour la médecine française doit être interdit par la rénovation de nos lois thermales.

L'obligation de l'ordonnance doit être inscrite en tête de ces lois; le ministère de la Santé publique, qui vient d'être créé, doit la donner à l'Hydrologie française.

Un corps d'infirmiers, d'infirmières, de masseurs, de masseuses, ou d'aides, pour les si nombreux traitements médicaux thermaux, doit être créé et, loin de saper l'autorité des médecins, il doit scrupuleusement exécuter leurs ordonnances et être placé, au point de vue professionnel, sous leur autorité immédiate.

Quel médecin un peu consciencieux pourra admettre que des lavages d'intestin, des lavages vésicaux, de délicats traitements de maladies des oreilles, de la gorge ou du nez, des soins de gynécologie médicale, des traitements d'affections cardiaques ou de troubles de la circulation, des étuves de vapeur spontanée avec des gaz d'émanation du radium ou du thorium et des gaz rares (argon, crypton, xénon, etc...); quel médecin pourra admettre, dis-je, que des traitements si délicats soient à la disposition d'employés absolument ignorants, n'ayant souvent même pas la notion élémentaire des petits soins hygiéniques que l'on exige chez une simple fille de salle à l'hôpital, ou chez une aide attachée au cabinet d'un médecin?

Ne voyons-nous pas venir remplir ces délicates fonctions, des employés choisis au petit bonheur d'une recommandation d'un maire ou d'un conseiller municipal, et quit-

ter la grange ou l'écurie qu'ils viennent de nettoyer, pour donner, sitôt la grille de l'établissement passée, les soins que nous énumérons ci-dessus, et souvent même aussi, des avis contre l'ordonnance médicale?

Vous savez bien que je n'exagère pas en vous narrant ces faits, car vous m'avouez en avoir été vous-même le témoin stupéfait.

Non, il faut, et c'est une nécessité absolue, qu'avec la création des chaires d'Hydrologie et avec leur appui, le gouvernement français soit obligé de réformer cet état de choses qui jette, tant en France qu'à l'étranger, le plus grand discrédit sur tout le corps médical français.

De ce fait, pour notre Hydrologie qui cherche à prendre le rang que nos richesses thermales doivent lui donner, c'est-à-dire le premier rang dans le monde, nous sommes dans l'obligation de demander une réforme urgente des droits et des devoirs du corps médical dans les stations thermales.

C'est une nécessité absolue, car cette destruction de l'autorité médicale est une des causes du discrédit et de l'abandon de nos stations françaises par les étrangers.

Que croyez-vous donc que puissent penser des malades qui, sur les conseils des médecins les plus distingués et les plus compétents, viennent chercher la guérison et la santé dans nos admirables stations, quand il s'entendent dire dès la descente du train, et même quelquefois dans le train qui les amène : « Inutile de voir un médecin, faites l'économie de ses honoraires et la cure vous sera aussi profitable si vous demandez conseil, pour le traitement à suivre, à votre hôtelier, aux employés des bains, au masseur que vous choisirez » ?

Quant à l'avis — qui devrait être prépondérant — du corps médical thermal, aussi bien pour l'amélioration que pour le sauvetage de nos sources hydrologiques, que pour les applications des appareils thérapeutiques, on peut dire que, nulle part en France, il n'est écouté. Quelques stations,

pour dissimuler leur autorité absolue dans la gérance des établissements thermaux, ont semblé vouloir avoir l'avis du soi-disant corps médical; mais, ce qu'elles oublient de dire, c'est qu'elles ont soigneusement choisi deux ou trois médecins qui s'abaissent à toute platitude devant l'administration pour obtenir d'elle des faveurs; mais ils sont très souvent modestement récompensés!

A Vichy même, notre plus importante station appartenant à l'Etat, ne voit-on pas assez souvent, avec l'action congestive de ses eaux dans nombre d'affections, des cas de mort subite parmi les baigneurs qui ont voulu se passer des indications précieuses et obligatoires de l'ordonnance médicale?

L'hydrologie thermique, le traitement des si nombreuses affections qu'elle peut, non seulement soulager, mais même guérir, doivent avoir, comme toutes les autres branches de la médecine, l'obligation de l'ordonnance et de la surveillance médicale.

Je vous ai dit que la suppression de l'inspectorat provenait de la jalousie des autres médecins; mais il aurait été facile d'imposer à ces inspecteurs de ne plus être des médecins praticiens, mais de simples conseils du corps médical des stations thermales, des défenseurs des intérêts de ce corps médical et de nos sources hydrominérales françaises.

Ce que je demande me semble dicté par le simple bon sens et n'est que le retour au droit commun des lois et règlements des eaux minérales.

Nous aurions alors une grande indépendance, et nous sortirions de ce rôle de subalternes et presque de domestiques des profiteurs des stations. Il y a quelques années encore, on nous appelait dédaigneusement les « médecins aquatiques », et ce dédain avait envahi même une partie du corps médical français.

Inutile de m'étendre plus longuement sur cette question;

il suffit d'y réfléchir pour en voir toute la gravité et comprendre la nécessité absolue de la réforme urgente d'un tel état de choses.

*
**

Cette situation du médecin que je viens de vivement vous indiquer et sur laquelle je n'ai pas besoin de m'appesantir, tant elle est malheureusement exacte, a entraîné l'abandon de tout ce qui était utile et nécessaire pour la sauvegarde, l'entretien, et l'emploi scientifique de nos richesses thermales.

Nous entrons là dans un domaine malheureusement presque inconnu de nos universités françaises et des médecins qui exercent en dehors de nos stations.

Depuis les modifications successives de l'ordonnance royale de 1823, et finalement sa suppression, nous avons vu apparaître dans les lois, décrets, arrêtés qui ont suivi, des quantités de services administratifs répandus successivement dans plusieurs ministères, et seul au milieu du fatras et des cloisons étanches de ces administrations thermales, a surnagé un pouvoir qui a été l'absolue négation de toute transformation, de toute amélioration de notre hydrologie médicale.

C'est celui du Service des Mines.

Au lieu d'être resté le conseil du corps médical ou des administrations, l'exécuteur des travaux que les médecins hydrologues, seuls compétents, auraient décidés, il est venu, investi par la loi de l'autorité absolue, avec son incompetence en cette matière si délicate et si spéciale, empêcher tout progrès de la science hydrologique dans notre pays.

Ce Service des Mines est réparti par régions et tiré, pour les bureaux principaux, de l'Ecole Polytechnique; il est surtout employé en France soit à la surveillance des chaudières à vapeur, soit à la paperasserie inhérente aux con-

cessions minières ou aux règlementations de ces concessions. Ses ordres et ses sous-ordres, répartis dans les chefs-lieux et les sous-préfectures des départements, sortent d'une école préparatoire des Ponts et Chaussées, et nous voyons de ces sous-agents qui, dans leur service, font passer le brevet de conduire automobiliste, venir faire des rapports et donner des ordres concernant nos sources minérales françaises!

Je n'exagère aucunement, et je puis vous certifier que des ingénieurs en chef régionaux, sans être jamais venus dans les stations thermales qui dépendent d'eux, opposent à toute amélioration souhaitable, du sein de leur cabinet, soit la force d'inertie, soit leur veto, par suite de leur complète incompétence en cette matière.

N'ai-je pas vu des rapports de simples sous-ordre venir combattre des décisions des plus hautes autorités, par exemple celles d'un ingénieur en chef des Travaux publics et du ministre lui-même?

Quand on raconte ces faits, cela peut paraître incroyable, et l'on se trouve anéanti de pouvoir constater un tel désordre administratif, et ses conséquences lamentables, dont je vous donne quelques exemples frappants en vous priant de rester dans l'anonymat.

Ne voyez-vous pas, en effet, dans mes dossiers, une station faire condamner le Service des Mines par le Conseil de préfecture pour avoir contaminé, par ses travaux, une des sources de cette station? Ceci a d'ailleurs été publié dans les journaux d'hydrologie français.

Ne voyez-vous pas un de ces ingénieurs détruire tous les merveilleux captages romains dans plusieurs stations, et, de ce fait, entraîner l'arrivée des eaux sauvages dans les eaux hyperthermales?

Ne voyez-vous pas ce Service des Mines laisser tirer la mine en plein dans les failles thermales, et, pendant plus de soixante ans, laisser perdre ou anéantir ces mêmes failles par des travaux inconsidérés?

Dans une autre station — et le fait a été publié — telle source donne 300.000 mètres cubes par jour au sommet du puits romain, tandis qu'à sa base, à douze mètres de profondeur, la production thermique est de 800.000 litres. Voilà donc, pour une seule source, une perte de 500.000 litres par jour!

Ne voyez-vous pas ce Service des Mines ne pas s'inquiéter des pertes des égoûts qui se produisent en pleine faille thermique dans telle autre station?

Ne voyez-vous pas une des plus importantes stations d'Auvergne aspirer autant d'eau de la rivière que d'eau thermique?

Ne voyez-vous pas, dans telle autre station, une partie des sources s'échapper dans la rivière sans qu'on songe à les en empêcher?

Une source de notre région est envahie, chaque année régulièrement, par un des affluents de la Dordogne!

N'avons-nous pas vu ce Service des Mines laisser employer les eaux usagées, ou laisser faire avec l'eau thermique des mélanges d'eau ordinaire chauffée et tromper ainsi le corps médical et les malades?

Dans une conférence faite à la Société d'Hydrologie de Nancy, en 1930, et non encore publiée, j'ai raconté comment avait été perdue une des plus belles eaux primitives vierges radio-active à gaz rares, que l'on avait trouvée tout-à-fait par hasard.

L'histoire de cette source doit intéresser particulièrement la Faculté de Médecine de Bordeaux. En effet, des ingénieurs de la Marine et des Mines, voulant donner de l'eau potable à l'hôpital militaire de Rochefort, firent un forage qui descendit jusqu'à 800 mètres environ. A ce moment une eau artésienne hyperthermale primitive vierge s'échappa avec des quantités de gaz que les physico-chimistes de l'époque ne parvinrent pas à identifier. Mais les médecins de la Marine essayèrent cette eau dans plusieurs affections différentes et ils en reconnurent les mer-

veilleux effets, analogues à ceux obtenus empiriquement par les anciens avec des eaux similaires, comme Plombières, Evaux, Néris par exemple. Leurs publications mentionnent des résultats intéressants dans les rhumatismes, les fractures, les maladies de la peau, et la tuberculose elle-même.

Si nous rapprochons son action thérapeutique de celle d'autres eaux, bien connues aujourd'hui grâce aux études physiologiques publiées par le Docteur Charmont et confirmées par les professeurs Villaret (de Paris), Piéry (de Lyon) et Blum (de Strasbourg), nous reconnaissons en elle une analogie certaine de formation terrestre avec d'autres belles eaux hyperthermales primitives vierges de France.

Malheureusement, ce forage, fait par des incompetents, n'avait pas été tubé sur toute sa hauteur et contre-tubé avec cimentation entre les tubes, comme je le préconise depuis si longtemps. De sorte qu'un jour, dans les quantités de terrains traversés par ce si profond forage, une couche de terrain friable ou de sable, sous l'action du jaillissement de l'eau, s'est effondrée dans le forage à partir de 300 mètres; la source artésienne a disparu, s'infiltrant dans des terrains de moindre résistance que celle que présentait la hauteur de la colonne hydrostatique que l'on avait.

Les ingénieurs voulurent alors faire un curage de la colonne ascensionnelle; par suite de l'éboulement survenu dans le forage, les appareils se trouvèrent emprisonnés à un certain moment dans une masse de terre, ils ne purent être retirés et se brisèrent.

On a cherché le moyen de récupérer ces précieuses eaux, surtout depuis que les découvertes récentes de la physico-chimie ont montré quelle en était la valeur. Il faudrait d'abord arriver à repasser par forage, sur toute la hauteur du forage primitif, cimenter depuis 800 mètres jusqu'au sol l'ancien forage pour empêcher l'eau minérale de se

perdre dans son trajet actuel, puis, à quelques centimètres de là, faire un nouveau forage, avec toutes les données scientifiques actuelles, le tuber au fur et à mesure, le contre-tuber avec une différence de quelques centimètres entre les deux tubes et couler une colonne de ciment entre les deux tubes sur toute la hauteur; on récupérerait ainsi pour toujours ces eaux si intéressantes au point de vue thérapeutique.

Si je pouvais vous faire publier la masse de dossiers que je possède, dossiers tous signés et reconnus véridiques, ce serait un tel mouvement d'opinion parmi le corps médical, que ces services régionaux des Mines, que toute cette administration ne pourrait subsister une minute devant la gravité des faits révélés, et devant les preuves irréfutables de son incompétence absolue en matière d'hydrologie.

Ces quelques modestes indications vont vous permettre, mon cher confrère, d'exposer maintenant toutes les critiques de notre législation thermique actuelle, et pourront aussi vous servir à échafauder une loi nouvelle à proposer pour la défense de la science hydrologique et pour la rénovation de nos si belles stations thermales françaises. »

CHAPITRE III

Étude critique de la loi de 1823.

Nous allons étudier maintenant les plus récentes et les plus importantes lois thermales françaises, je veux dire celles de 1823, de 1856 et de 1910-1919; nous présenterons très brièvement les quelques réflexions qu'elles nous suggèrent, et nous essayerons d'en tirer les éléments d'un projet de loi qui, en en faisant la synthèse, les remplace en les perfectionnant.

*
**

La loi de 1823 nous semble pouvoir se ramener, pour la commodité de son étude, à huit points essentiels qui en font toute l'originalité et la valeur.

1° *«Toute entreprise ayant pour effet de livrer ou d'administrer au public des eaux minérales naturelles ou artificielles demeure soumise à une autorisation préalable... délivrée par notre ministre, secrétaire d'Etat de l'Intérieur, sur l'avis des autorités locales... qui ne pourra être révoquée qu'en cas de résistance aux règles prescrites par la présente ordonnance, ou d'abus qui seraient de nature à compromettre la santé publique.»* (Articles 1 et 2). Cette mesure n'est pas nouvelle, puisqu'elle a été prise pour la première fois par l'arrêt du Conseil de 1781; la loi de 1823 se borne à la rappeler en en renforçant les dispositions.

La nécessité de l'autorisation est évidente; en effet, l'obtention de l'autorisation est soumise à un examen préala-

ble approfondi de l'analyse de l'eau thermale et des projets d'installation et d'exploitation de la station. C'est donc une garantie de la valeur thérapeutique de la source étudiée, et un moyen de déceler les entreprises purement commerciales, dont le but n'est pas « l'intérêt de la santé publique », selon les termes mêmes de la loi, mais simplement l'exploitation des malades.

De plus, cette autorisation étant toujours révocable, la protection de la santé publique est ainsi garantie au maximum.

2° « *Toute entreprise... demeure soumise... à l'inspection d'un homme de l'art... qui sera confiée à des docteurs en médecine ou en chirurgie.* » (Articles 1 et 3). L'inspection médicale ainsi réorganisée place donc à la tête de chaque station un inspecteur, qui est obligatoirement un médecin.

Et n'est-ce pas logique ?

En effet, seul un médecin est compétent en hydrologie, puisque ses études l'ont hautement spécialisé dans cette branche de la médecine. Seul, il peut donc se préoccuper avant tout, et en connaissance de cause, des sources dont il a la lourde responsabilité, de leur conservation, de leur amélioration, de leur protection, de leur distribution, de l'usage qui en est fait (art. 5 et 6). Seul donc, il pourra avoir pour but, ainsi que le dit la loi, « tout ce qui, dans chaque établissement, importe à la santé publique. » (Art. 4).

En outre, il est tout puissant dans la station, du fait qu'il y contrôle tout et que rien ne doit y être fait sans son autorisation : la centralisation des pouvoirs, au point de vue technique, assure ainsi une unité de direction, de conception et de réalisation tout-à-fait remarquable, pour le plus grand bien de la station et des malades qui la fréquentent.

Enfin, pour nous placer à un point de vue plus égoïste,

l'inspecteur, en tant que médecin, aura toujours tendance à défendre l'intérêt de ses confrères et à donner satisfaction à leurs vœux légitimes.

Plus tard, la circulaire de 1855, qui enlève au médecin inspecteur une partie de son autorité pour la donner aux ingénieurs des Mines, crée ainsi la division des pouvoirs, avec les rivalités qui en découlent fatalement, la dispersion des efforts au lieu de leur convergence vers un but unique et commun, enfin l'ingérence dans l'hydrologie — branche de la médecine ! — d'un service absolument étranger à cet art, et dont l'incompétence a été prouvée surabondamment par les faits rapportés ci-dessus : que le résultat définitif ait été néfaste pour nos stations, rien d'étonnant à cela !

Mais — et c'est là un écueil qu'on aurait pu éviter — ce médecin inspecteur peut aussi être médecin consultant dans la station; d'où, vu son titre, vu sa valeur qui le lui a fait obtenir, la préférence pour lui de la clientèle. Et c'est là ce qui a entraîné la regrettable disparition de cette fonction. De là, en effet, la jalousie des autres médecins à l'égard de ce confrère trop favorisé, de là leurs efforts pour obtenir la suppression des médecins inspecteurs.

En 1883, une loi supprime leur traitement, et, en 1889, la fonction est définitivement abolie.

C'est ainsi que disparut peu à peu une des plus utiles et des plus belles institutions de la loi de 1823.

3° « *Les médecins-inspecteurs surveillent, dans l'intérieur des établissements, ... l'usage qui est fait des eaux par les malades, sans néanmoins pouvoir mettre obstacle à la liberté qu'ont ces derniers de suivre les prescriptions de leurs propres médecins ou chirurgiens...* » (art. 6). N'est-ce pas là, en d'autres termes, l'obligation de l'ordonnance que le Docteur Charmont réclame avec tant de raison ?

Cet article de la loi sous-entend, en effet, puisque les malades suivent les prescriptions de leur médecin, qu'ils sont munis d'une ordonnance; et en tout cas, puisque le médecin-inspecteur surveille l'usage qu'ils font des eaux, n'est-ce pas là une garantie quasi-absolue qu'il ne se produira pas ces accidents, quelquefois si graves, que l'on voit souvent aujourd'hui par suite de l'abus des eaux en boisson ou de l'application intempestive d'un traitement délicat, que l'ordonnance médicale n'a pas sanctionné ?

4° « *Les divers inspecteurs... adresseront, chaque année, à notre ministre de l'Intérieur... les observations qu'ils auront recueillies et les mémoires qu'ils auront rédigés sur la nature, la composition et l'efficacité des eaux, ainsi que sur le mode de leur application* » (art. 12.). Sage mesure destinée à permettre de se rendre compte de la bonne organisation, du bon fonctionnement et de l'efficacité de la station; elle complète heureusement les autres et contribue à donner aux malades le maximum de garanties.

5° « *Les membres des administrations propriétaires ou surveillantes, ni les inspecteurs, ne pourront se rendre adjudicataires des établissements mis en ferme, ni y être intéressés* » (art. 23). Autre sage mesure qui est destinée à éviter bien des trafics, beaucoup de combinaisons plus ou moins propres, dont la découverte et la publicité ne peuvent que jeter le discrédit sur nos stations, leurs médecins, leurs exploitants et leurs employés.

Mais, devant la désuétude de cet article de loi, des faits très graves se sont produits : il y a eu ingérence de maires, de conseillers municipaux tant dans l'administration des sociétés thermales que dans tout ce qui touche au fonctionnement d'une station et dans la perception de la taxe de séjour, dont nous parlerons plus loin. Des intérêts politiques sont intervenus pour placer dans les plus sérieuses

fonctions thérapeutiques des électeurs plus qu'incompétents; et c'est pourquoi, au sujet de Bourbonne-les-Bains, le Conseil d'Etat, en 1927, rendit un arrêt qui cassa, comme entachées de nullité, toutes les décisions prises dans cette station aussi bien en ce qui concernait le Conseil Municipal qu'en tout ce qui touchait à la Société fermière de cet établissement. Cet arrêt, qui a force de loi, devrait donc être imposé dans nombre de stations pour le bien général.

6° « *Seront nommés par le préfet les employés et servants attachés au service des eaux minérales dans les établissements objet dudit titre... Toutefois, ces dernières nominations ne pourront avoir lieu que de l'avis de l'inspecteur* » (art. 24.). Les employés des établissements thermaux constituent donc ainsi un corps qui offre toutes les garanties au point de vue professionnel, car le médecin-inspecteur, dont dépend le bon fonctionnement de la station, et qui en est responsable, ne pourrait accepter un personnel qui ne remplirait pas ces conditions; de plus, en tant que médecin, il sait mieux que quiconque les délicates fonctions que chaque employé devra remplir, et il peut ainsi juger, en connaissance de cause, si les candidats aux divers emplois vacants présentent toutes les connaissances et les qualités requises pour s'acquitter parfaitement de leur important et difficile office.

Malheureusement, ainsi que nous l'avons déjà vu au cours de ce travail, la nomination des employés ne présente plus, actuellement, aucune garantie pour les malades. Comme nous l'a si bien montré le Docteur Charmont, le personnel des établissements est, la plupart du temps, un personnel quelconque, choisi le plus fréquemment au hasard d'une recommandation politique ou autre, s'acquittant souvent médiocrement de ses fonctions, critiquant et modifiant suivant ses idées les ordonnances médicales, quand il ne va pas jusqu'à prescrire lui-même au malade

le traitement qu'il doit suivre afin de s'éviter des honoraires médicaux bien inutiles !

Et pourtant, nul n'ignore que les divers traitements appliqués dans nos stations sont fort délicats; ils réclament donc un personnel spécialisé, qui ait subi une préparation, un apprentissage capable de lui inculquer les connaissances élémentaires nécessaires au bon accomplissement de ses fonctions; les employés des établissements thermaux sont de véritables collaborateurs du corps médical des stations; ils doivent donc être formés par lui et placés sous sa surveillance.

7° « *Il sera procédé pour les réparations, constructions, reconstructions et autres travaux, conformément aux règles prescrites pour la branche de service public à laquelle l'établissement appartiendra, et à nos ordonnances des 8 août, 31 octobre 1821 et 22 mai 1822. Toutefois, ceux de ces travaux qui ne seront point demandés par l'inspecteur, ne pourront être ordonnés qu'après avoir pris son avis* » (art. 25). L'inspecteur, responsable de la bonne marche de la station qu'il contrôle, ne proposera ou n'acceptera que les travaux nécessaires et dont le résultat sera d'entretenir, d'améliorer ou d'embellir cette station; de plus, étant, de par ses études, seul compétent en hydrologie, il dirigera ces travaux selon les règles si spéciales et si rigoureuses de cette délicate science.

Mais ce si judicieux article 25 a été abrogé par la loi de 1855, qui a chargé désormais le Service des Mines d'effectuer ces travaux : nous connaissons déjà son incompetence absolue en cette matière, et le Docteur Charmont nous a indiqué quelques-uns des résultats déplorables qui sont la conséquence nécessaire de cette nouvelle législation.

Tant que le médecin hydrologue n'approuvera pas les travaux projetés autour de nos sources thermales, et qu'il ne participera pas à leur exécution, ces travaux seront

conçus et effectués envers et contre les lois si rigoureuses de l'hydrologie, pour le plus grand dommage de nos stations hydrominérales.

8° Enfin, dès les premières lignes de cette loi de 1823, dans l'introduction, nous lisons ceci, dont nous voudrions faire la conclusion de cette courte étude : « *Considérant que les précautions générales à prendre et les garanties à exiger, dans l'intérêt de la santé publique, à l'égard des entreprises ayant pour but la fabrication ou le débit des médicaments quelconques...* » La voilà donc, énoncée dès le début, la raison essentielle qui a inspiré cette loi : l'intérêt de la santé publique. Belle et noble préoccupation du législateur, en effet; et nous avons vu, chemin faisant, par l'excellence des dispositions essentielles de la loi, que le but qu'il se proposait était certainement atteint. Comment pouvait-il en être autrement, en effet, puisque le législateur plaçait à la tête des stations thermales, le médecin ? qui, plus que le médecin, a en vue, toujours et partout, l'intérêt de la santé publique ? qui, plus que le médecin, connaît tout ce qui est indispensable à sa protection ? qui, plus que le médecin, est indiqué pour présider aux destinées de nos stations ?

La protection de la santé publique est, en effet, une chose essentielle, particulièrement à l'heure actuelle où notre situation démographique est si médiocre, et où il importe donc, au premier chef, de ménager notre « capital humain », déjà si réduit.

Aussi, préoccupé par cette question vitale pour notre pays, un homme d'Etat a-t-il créé récemment le Ministère de la Santé publique. Mais ce ministère, qu'a-t-il fait jusqu'à présent pour la défense et pour la rénovation de nos stations thermales ? Pas grand'chose, hélas ! et il y aurait tant à faire ! Aussi, et surtout en ce moment où l'on parle beaucoup d'un vaste plan d'outillage, de rénovation nationale, nous a-t-il paru utile de faire ce travail, et d'es-

sayer d'en dégager, en manière de conclusion, les bases d'un projet de loi qui viendrait remédier au lamentable état de choses actuel. (1)

*
**

Quoi qu'il en soit, et pour nous résumer, nous condenserons cette belle et bonne loi, cette loi « d'intérêt de la santé publique », dans les quelques formules suivantes :

1° L'autorisation est obligatoire et révocable pour toute station thermale;

2° Toute station est inspectée par un médecin, dont l'autorité est prépondérante au point de vue technique;

3° Tout malade doit être muni d'une ordonnance;

4° Les inspecteurs ne peuvent être fermiers des établissements;

5° Le personnel des établissements ne peut être nommé que sur avis favorable du médecin-inspecteur;

6° Tous les travaux effectués dans la station sont approuvés par l'inspecteur.

Est-ce que nous ne trouvons pas là, condensés en quelques lignes, la plupart des vœux formulés par le Docteur Charmont au nom du corps médical thermal ?

(1) Voici le résumé d'un article qui confirme nos dires, paru dans *l'Ami du Peuple* du 10 août 1930, dans une enquête sur « Les Richesses thermales de la France, » et dû à la plume autorisée du D^r GARDETTE, secrétaire de la Fédération thermale : nos stations n'ont pas bénéficié de l'action gouvernementale, parce qu'elles dépendent de trop de ministères (Santé publique surtout, mais aussi Intérieur, Travaux publics, Commerce, Agriculture, Colonies et même Guerre et Marine!); quant aux stations de tourisme, elles dépendent du Haut Commissariat du Tourisme, de création récente ! Il n'y a donc pas la concentration et la coordination des efforts nécessaires. Il nous faut « un ministère indépendant chargé de concentrer et de défendre tous « les intérêts de nos stations épars en trop de cabinets et en trop de bureaux... Nous « souhaitons donc que dans le plus bref délai possible le Haut Commissariat du « Tourisme soit transformé en Ministère des Stations de Séjour. L'importance des « intérêts en jeu justifie pleinement une pareille mesure. »

CHAPITRE IV

Étude critique de la Loi de 1856.

Elle concerne, dit le titre, « la conservation et l'aménagement des sources d'eaux minérales ».

Pour la commodité de l'étude de cette loi, capitale pour nos sources thermales comme l'indique clairement le titre, nous la condenserons en deux points essentiels :

1° *La déclaration d'intérêt public* : sur demande du propriétaire de la source et après enquête, par décret impérial délibéré en Conseil d'Etat, les sources d'eaux minérales peuvent être déclarées d'intérêt public (art. 1).

2° *Le périmètre de protection* : de la déclaration d'intérêt public découle la nécessité de protéger les sources; d'où la création pour chacune d'elles d'un périmètre de protection. Il existe, il est vrai, quelques sources déclarées d'intérêt public qui ne sont pas pourvues d'un périmètre de protection (art. 6).

Après la demande du propriétaire de la source, il est instruit et statué comme pour la demande de déclaration d'intérêt public (art. 2).

De la fixation du périmètre de protection découlent deux servitudes :

a) Tout sondage ou travail souterrain est interdit dans ce périmètre sans autorisation préalable, qui n'est accordée que sur demande soumise à l'approbation administrative après enquête du Service des Mines (art. 3). Si les travaux entrepris dans le périmètre de protection après

autorisation préalable (art. 4), ou si les travaux entrepris en dehors du périmètre, et donc sans autorisation (art. 5), altèrent la source ou diminuent son débit, les travaux peuvent être suspendus par le préfet sur demande de l'intéressé;

b) Dans l'intérieur du périmètre de protection de la source déclarée d'intérêt public, le propriétaire a le droit de faire, sur le terrain d'autrui, en dehors des maisons et des cours qui les entourent, tous les travaux de captage et d'aménagement nécessaires pour la conservation, la conduite et la distribution de cette source; il doit être muni d'une autorisation ministérielle (art. 7). En outre, tout propriétaire d'une source reconnue d'intérêt public ne peut faire sur son terrain aucun travail de captage ou d'aménagement de sa source sans communication au préfet, un mois à l'avance (art. 8).

*
**

Cette loi de 1856 a été, on peut le dire, une des plus néfastes pour notre hydrologie française. Non qu'en principe nous soyons opposés à la reconnaissance d'utilité publique ou au périmètre de protection; mais parce que cette loi a été la cause principale de l'absence de toute étude hydrologique sérieuse et qu'elle a permis au Service des Mines de se reposer en refusant de se rendre compte de ce qu'était l'hydrologie, de ce qu'étaient les formations terrestres des sources, et de ce qu'il fallait faire pour empêcher petit à petit les disparitions ou les diminutions que nous voyons se produire depuis l'époque romaine dans nos jaillissements thermo-minéraux. J'ai demandé au Docteur Pierre Charmont qui, depuis longtemps, dans ses travaux ou dans ses conférences, a publié quelques résultats de ses études sur tant de jaillissements thermaux, ce qu'il pensait de cette loi et ce qu'il croyait nécessaire, dans l'intérêt de l'hydrologie, pour la rénovation de nos stations thermales.

Il m'a tout d'abord indiqué que, si nous voulions garder

la première partie de cette loi, la reconnaissance d'intérêt public, il fallait défendre nos sources contre leurs propriétaires eux-mêmes et les concessionnaires des eaux; qu'il fallait aussi de toute nécessité créer un organisme compétent, qui ne se contenterait pas simplement de généraliser à toutes les sources des lois et des décrets, mais qui serait capable de les adapter, au contraire, à la diversité des jaillissements thermaux; et qu'enfin cet organisme devait surtout comprendre un ensemble de compétences, des médecins, des géologues, des ingénieurs, ayant montré une valeur indiscutable en hydrologie, une des sciences les plus difficiles et les moins connues.

Il faut avant toutes choses supprimer cette hégémonie du Service des Mines, qui a trop souvent prouvé maintenant qu'il était incapable de faire le nécessaire pour la conservation et l'amélioration de nos sources thermales.

Le Docteur Charmont m'a dit encore qu'on ne pouvait pas imposer à toutes les sources un même périmètre de protection, mais qu'à chacune il fallait donner le périmètre qui lui convenait, et que ce périmètre était intimement lié à la catégorie de jaillissement à laquelle appartenait la source.

Bref, pour la compréhension et la simplification de la question du périmètre de protection, il importe d'arriver à un classement méthodique des divers jaillissements thermaux.

Si nous les envisageons dans leur ensemble, le résultat de cette synthèse hydrologique peut se résumer en une classification extrêmement simple, que propose le Docteur Pierre Charmont.

Nous insistons sur le point suivant : c'est que cette classification nouvelle ne cherche pas à remplacer les diverses classifications déjà proposées, puisqu'elle n'envisage nos sources thermales que du point de vue strictement de leur jaillissement, alors que le point de vue auquel se placent les autres est tout différent.

Nous pouvons, pour simplifier la question, présenter trois grandes catégories de jaillissements thermaux, chacune d'elles comportant, bien entendu, divers groupes :

I. — La première catégorie, la plus importante, est celle qui fait la véritable richesse, unique au monde, de notre hydrologie française. Elle comprend les sources hyperthermales ionisées à gaz rares, à émanation de radium dans l'azote et l'oxygène naissant ou dans l'anhydride carbonique. Si nous parcourons la France, nous en trouvons un nombre important, depuis les plus belles de par leur origine plutonienne, jusqu'à celles qui, moins belles que les précédentes, établissent insensiblement la transition et nous permettent de passer à la deuxième catégorie.

a) Les plus belles eaux hyperthermales primitives vierges sont, par exemple : Plombières, Bains-les-Bains, Néris, Evaux-les-Bains, Chaudesaigues. Les unes, comme Plombières et Evaux, sortent presque tout de suite des terrains primitifs; les autres, comme Bains-les-Bains et Néris, n'ont fait qu'un léger « léchage » de terrain secondaire ou tertiaire et ont un peu augmenté de ce fait leur saturation.

b) Le second groupe des primitives, qui, pour leur conservation, se rapprochent des primitives vierges que nous venons d'examiner et doivent être traitées d'une façon à peu près similaire, comprend, par exemple : Bourbonne-les-Bains, Luxeuil, Bourbon-Lancy, Bourbon-l'Archambault, Ax-les-Thermes, Luchon, Aix-les-Bains, La Bourboule, enfin, en un mot, toutes les thermales ou hyperthermales avec plus ou moins de saturation; nous les voyons réparties aussi bien dans les Pyrénées que dans les Alpes et le Massif Central.

Dans ce groupe, prenons Bourbonne, Bourbon-Lancy ou Bourbon-l'Archambault : les saturations chlorurées proviennent de ce que les failles primitives vierges ont dû traverser des terrains secondaires ou tertiaires, et se sont saturées par « lessivage » de ces terrains. Cela ne les empê-

che pas d'ailleurs d'avoir de superbes dégagements gazeux d'émanation de gaz rares, les unes dans l'oxygène et l'azote, les autres dans l'anhydride carbonique (La Bourboule).

c) Enfin, une source va nous permettre de passer à la seconde catégorie : c'est Aix-en-Provence⁽¹⁾. En effet, cette source, avant l'ère de Jésus-Christ, et en particulier vers l'an 250, était une des plus belles hyperthermales primitives; en l'an 21 après Jésus-Christ, comme l'indiquent les auteurs latins, et notamment Strabon, subitement, à la suite certainement d'un tremblement de terre, l'eau a brusquement changé de température par le mélange dans la faille d'eau sauvage froide, à une profondeur que le Docteur P. Charmont estime à 200 ou 300 mètres. Les débits gazeux ont continué, mais, depuis cette époque, la température de la source n'a plus varié et est restée vers 34°.

Toutes les eaux hyperthermales primitives que nous venons d'étudier rapidement, sont, comme le professeur Blum (de Strasbourg) et le docteur Charmont l'ont indiqué, sous l'influence des grands séismes. Au grand tremblement de terre qui survint à Lisbonne le 1^{er} novembre 1755, Evaux-les-Bains, Bourbon-Lancy, Plombières et même certaines stations d'Allemagne, quoique à plus d'un millier de kilomètres de ce séisme, ont subi, pendant trois ou quatre jours, des phénomènes de jaillissements avec arrivée de boue et des variations de température. A Bourbon-l'Archambault, une source déborde et inonde la ville; le 4 novembre, elle reprend sa température et son débit normaux. A Bagnères-de-Luchon, la température des eaux augmente; à Bagnères-de-Bigorre, des sources deviennent froides; de même à Aix-en-Savoie; à Nérès, une nouvelle source apparaît; à Teplitz, des sources s'arrêtent, puis jaillissent de nouveau et débordent. En Allemagne, le régime

(1) P. CHARMONT. — Etudes, rapports et recherches sur les eaux thermales, les travaux romains et les captages des failles thermales d'Aix-en-Provence (Aix, 1921-1922.)

de diverses eaux est changé, surtout à Carlsbad et Gastein; enfin, en Espagne, c'est de ce jour que datent les sources de Esparraguera.

Tous ces phénomènes prouvent, d'une façon péremptoire, la genèse de ces eaux, si bien étudiée par Armand Gauthier⁽¹⁾.

II. — Aix-en-Provence, que nous venons d'examiner, nous conduit ainsi à la deuxième catégorie de notre classification, qui comprend des eaux minérales purement plus ou moins thermales, et dont le calorique provient du degré géothermique. Ce sont, en effet, des eaux d'infiltration superficielle qui se réchauffent d'un degré environ par 33 mètres et qu'on a été chercher par un forage plus ou moins profond; l'exemple le plus frappant est celui de Nancy-Thermal, dont le forage atteint 810 mètres.

Les eaux de cette catégorie se sont donc saturées de principes minéraux médicamenteux au cours de leur infiltration, et ont été amenées au jour avec leur chaleur due au degré géothermique par un forage ou par un phénomène géologique.

Dans ce groupe, nous pouvons faire entrer une des plus belles de France, Vichy, qui est à cheval sur les catégories I et II.

En effet, tous ceux qui ont étudié les formations terrestres hydrologiques savent que le bassin de Vichy comporte des sources hyperthermales, comme la source du Dôme par exemple, et des sources froides dont il existe un grand nombre. Nous trouvons donc là, selon l'expression si chère aux ingénieurs des Mines, la nappe souterraine des eaux; et cependant, nous avons la preuve, par d'autres sources

(1) Ces phénomènes si curieux et en apparence contradictoires, puisque en certains endroits des sources disparaissent et en d'autres de nouveaux jaillissements surgissent, ont donné lieu à d'intéressantes théories qui essayent de les expliquer. Signalons notamment l'article de M. Alfred LARTIGUE, sur « les Séismes, théorie générale tourbillonnaire ou trimorphotricinétique, » résumé dans la *Côte d'Azur médicale* d'octobre 1930.

qui atteignent la température de 63°, qu'il existe aussi très profondément des jaillissements hyperthermaux. Comment concilier ces deux faits qui semblent contradictoires ? L'eau, sous pression d'acide carbonique, s'est répandue hors des failles primitives entre une, deux ou trois couches de terrain, en y formant une nappe, et c'est de cette nappe sous pression que sortent les sources refroidies. Mais cela n'empêche pas qu'il existe aussi à Vichy, à grande profondeur, des points de faille génératrice de l'eau hyperthermale. Tandis qu'à Plombières ou qu'à Evaux, par exemple, l'on peut voir et toucher les failles génératrices qui arrivent au jour dans le terrain primitif.

Un autre exemple curieux est celui de Châtel-Guyon; dans cette station, en effet, un concurrent de la Société des Thermes, vient d'obtenir, par un forage mieux situé sur la faille, un jaillissement dont la thermalité est bien supérieure à celle des sources exploitées jusqu'à maintenant.

III. — La troisième catégorie comprend les eaux médicinales, qui sont simplement des sources de « lessivage » des terrains; elles sont toutes froides. Nous trouvons là des quantités de stations parmi lesquelles nous citerons Vittel, Contrexéville, Martigny, Capvern, Aulus, Busqueilles (dans le Lot).

Elle sont assez connues au point de vue médical, pour que nous n'ayons pas besoin d'insister davantage. Répétons seulement, pour bien faire comprendre leur genèse, que ce sont, purement et simplement, des eaux de « lessivage » de terrains secondaires, tertiaires et parfois même peut-être quaternaires.

*
**

Cette simplification de la classification de tous nos jaillissements thermaux français, va faire comprendre immé-

diatement la nécessité absolue dans laquelle se trouve le législateur de ne pas appliquer à toutes ces sources, d'origines différentes, des mesures de protection uniformes.

Dans chaque station, chaque jaillissement sera étudié en particulier quant à son origine, son trajet, sa nature; de cette étude résulteront les mesures de protection et de conservation à appliquer au jaillissement examiné, et le périmètre de protection à lui attribuer.

Ces études délicates devront être confiées à un organisme compétent, comprenant le Professeur d'Hydrologie de la Faculté de Médecine la plus proche, les Professeurs de Physique et de Chimie, des médecins hydrologues et, aussi, s'il est nécessaire, des géologues et des ingénieurs.

Ainsi seront assurées au maximum la protection et la conservation de nos si précieuses sources.

Et le Service des Mines, qui ne veut croire qu'à l'existence de nappes, doit donc être absolument dépouillé de tous ses droits et de tous ses pouvoirs au profit des hydrologues compétents. Ce qui vient d'être dit en donne la raison indiscutable.

Ajoutons en outre à ce qui précède que le périmètre de protection, tel qu'il est établi par la loi de 1856 et appliqué par le Service des Mines, n'a pas empêché, malgré son étendue, de voir des sources être contaminées par les habitants, par des travaux de voirie, etc..., car il se faisait des travaux irraisonnés sur des failles primitives, réduites à Plombières, à Evaux, à Néris, à Bourbon-Lancy par exemple, à quelques centaines de mètres carrés qui n'étaient nullement protégés, alors que, par ailleurs, le périmètre de protection s'étendait inutilement à des kilomètres carrés à l'entour.

De plus, la reconnaissance d'intérêt public doit marcher de pair avec la protection de chacune des sources.

N'avons-nous pas vu, en effet, des stations comme Plombières, appartenant à l'Etat, avoir la reconnaissance d'intérêt public depuis environ 75 ans, et n'être dotée que

depuis 1926 d'un périmètre de protection, d'ailleurs établi sans aucune étude véritablement sérieuse de la station?

Et, pendant tout ce temps, on a tiré la mine dans les failles, on a défoncé et détruit les bétons romains, on a laissé les eaux de fosses et d'égoûts se répandre dans les failles thermales; et cela continue, car le périmètre de protection de cette station, ainsi que nous en avons dit un mot à l'instant, s'étend sur des kilomètres carrés, dans des montagnes et des forêts, tandis que le terrain où vient sourdre la faille thermique constitue à peu près un carré d'à peine 200 mètres de côté; et là, aucune protection n'existe contre les habitants ni contre le Service des Mines, qui y a éventré les bétons que les Romains avaient faits pour le protéger!

Et combien connaissons-nous de stations thermales où il en est de même! N'avons-nous pas vu à Evaux, à Néris, à Bourbonne, à Bourbon-Lancy, à Bourbon-l'Archambault, détruire par le Service des Mines lui-même les merveilleux et inégalables travaux de protection de ces sources qu'avaient jadis établis les Romains?

Après les barbares, les séismes, les incendies et toutes les catastrophes qui se sont succédé au cours des siècles, sont venus les incompetents, dont l'ignorance a provoqué, dans nos stations, de regrettables et souvent irréparables destructions; et pourtant ils étaient chargés de sauvegarder notre richesse hydrologique française, et non de la détruire!

*
**

Pour en finir avec la question du périmètre de protection, et pour nous résumer, disons que la classification ci-dessus indiquée en trois catégories de nos jaillissements thermo-minéraux impose immédiatement à l'esprit la conclusion suivante : il est absolument nécessaire d'adapter le traitement d'une source thermique à la genèse de son jaillissement, à sa formation géologique, à sa situation; à

l'exemple des Romains, gardons-nous de jamais généraliser en imposant à toutes les sources les mêmes mesures de protection.

Que, dans nos projets de loi futurs, pour le sauvetage de notre hydrologie française, il soit nettement inscrit que chaque source soit étudiée en particulier, et reçoive ensuite le traitement spécial qui lui convient.

Car, de même qu'en médecine il n'existe pas des maladies, mais des malades, et qu'à chaque malade nous appliquons un traitement particulier suivant son mal, la cause, la forme clinique et l'évolution de ce mal, le tempérament et la réaction du malade, de même en hydrologie il n'existe pas qu'une seule variété de jaillissements, mais plusieurs, qui diffèrent toutes les unes des autres par quelques particularités : nous devons donc traiter chaque jaillissement pour lui-même, selon son origine, sa nature, sa situation, ses particularités.

Nous devons donc conclure que la loi de 1856, qui donne à l'hydrologie la reconnaissance d'intérêt public et le périmètre de protection, doit être entièrement refondue.

CHAPITRE V

La taxe de séjour ⁽¹⁾

Elle a été créée par la loi du 15 avril 1910, dont le ministre Clémenceau a eu l'initiative.

Le projet de loi visait, dit l'exposé, au moyen de la perception, dans les stations thermales et climatiques, d'une taxe spéciale facultative, dite taxe de séjour, « un double but : d'une part, faire bénéficier largement la population indigente ou nécessiteuse des bienfaits thérapeutiques, organiser dans de meilleures conditions le traitement des malades pauvres, instituer en leur faveur une assistance digne de la science et de la solidarité... », d'autre part, favoriser le développement des stations, que cette même loi créait.

La loi du 24 septembre 1919 rend la perception de la taxe obligatoire, et rappelle qu'elle est destinée d'abord à assurer le traitement des indigents, ensuite l'entretien, l'assainissement, l'embellissement et la fréquentation des stations.

La loi est donc formelle : le produit de la taxe de séjour doit aller d'abord à l'indigent.

Or, une loi votée ne peut être mise en application qu'après publication d'un règlement organique d'administration publique, et de décrets rendus par le Conseil d'Etat.

Le règlement d'administration publique réglant la mise

(1) Pour écrire ce chapitre, nous avons largement puisé dans les articles parus dans l'*Ami du Peuple* des 23-25-27-30 août 1930, sous la plume autorisée du D^r GHISLAIN-HOUZEL, que nous tenons à remercier ici de l'amabilité qu'il a eue de nous communiquer ses articles et de nous permettre de les utiliser.

en pratique de cette loi, paraît le 4 mai 1920; par un tour de passe-passe, en intervertissant les phrases, il met au second rang l'intérêt de l'indigent, que la loi avait placé au premier. Nous lisons, en effet : « L'état de prévision des dépenses relatives à l'emploi de la taxe comprend : 1° les frais de perception; 2° les frais de fonctionnement de la Chambre d'industrie thermale; 3° les dépenses afférentes aux travaux d'embellissement et d'assainissement, ainsi qu'aux mesures destinées à faciliter le traitement des indigents. »

Viennent alors les décrets du Conseil d'Etat consacrant chaque article de la loi en particulier. Le premier décret consacre la reconnaissance des stations; le dernier règle le prélèvement et l'emploi de la taxe de séjour en ces termes : « Le produit de la taxe sera affecté INTEGRALEMENT aux travaux d'assainissement. »

Ainsi, depuis plus de onze ans que la loi de 1919 est votée, l'indigent est exclu du bénéfice de cette loi qui, avant tout, avait été faite pour lui.

Mais vingt-huit de nos stations, alors qu'elles n'y étaient nullement obligées, ont inscrit dans leurs dépenses une somme qu'elles mettent à la disposition des indigents; faute de publicité auprès des intéressés, elles n'ont pas trouvé de bénéficiaires... ou si peu! Vichy, où la taxe rapporte 1.300.000 francs, n'a eu à couvrir que 2.282 francs de frais médicaux pour indigents étrangers à la station; la Bourboule, avec un bénéfice de 346.000 francs, dépense 502 francs; Biarritz, avec 700.000 francs, dépense 1.811 fr.; Aix-les-Bains, avec 340.000 francs n'a pas dépensé un centime pour les indigents! De même Nice, où la taxe rapporte 3 millions, n'a pas trouvé un indigent pour bénéficier de la somme qu'elle avait prévue pour eux à son budget.

Quelques stations ont alors versé une certaine somme aux bureaux de bienfaisance ou aux hôpitaux thermaux.

Quoi qu'il en soit, et en tenant compte de tout ce que nos stations ont donné aux indigents, le docteur Ghislain-

Houzel a pu calculer que, lorsqu'un client d'une station thermale ou climatique paie 100 francs de taxe, les indigents touchent, selon l'esprit de la loi, moins de dix centimes!

Est-ce donc pour ce lamentable résultat que cette loi a été votée?

La taxe a produit, en 1927 : 17.564.000 francs, et en 1929 : 25.080.581 francs; l'inspection générale des services administratifs a fait, en 1926, une enquête sur place et sur pièces; elle a constaté que la loi de 1919 était lettre morte, puisque dans aucune station rien ni personne ne fixait l'emploi de ces ressources considérables; nous venons de voir quelle a été, là-dessus, la part des indigents!

En application de la loi de 1910-1919, 54 stations hydro-minérales et 69 stations climatiques ont été reconnues; il y a donc 123 centres de cure où la taxe est perçue. M. Mourier, directeur de l'Assistance publique, indique qu'il y existe seulement 14 hôpitaux civils, disposant en tout de 1.219 lits. D'autre part, les indigents, ignorant tout du peu que l'on fait pour eux, n'en bénéficient guère; et ce sont, dans les hôpitaux thermaux, les fonctionnaires qui occupent leurs places, auxquelles un simple certificat leur donne droit.

Spécifions d'ailleurs que ces hôpitaux ne doivent rien à la taxe de séjour, ni, par conséquent, à la loi qui nous occupe.

Déjà, dans la séance du 1^{er} février 1929 du Conseil supérieur de l'Assistance publique, M. Mirman avait demandé la mise en application de la loi telle qu'elle avait été votée : il a fourni sur la question un rapport très détaillé que l'on consultera avec fruit. (1)

Mais, puisque le produit de la taxe de séjour ne profite guère aux indigents, à quoi donc est-il employé?

(1) Fascicules n^{os} 132 et 133 du Conseil supérieur de l'Assistance publique, 1^{re} et 2^e sessions ordinaires de 1929 (Imprimerie administrative, Melun.)

Bien des médecins thermaux nous ont cité divers usages faits par les stations des recettes de la taxe ! Mais ne leur demandons point la réponse à cette question, puisque des documents officiels nous la donnent et qu'elle est, fournie par eux, encore bien plus édifiante !

Au début de ce travail (1), en effet, nous avons dit quelques mots de la circulaire ministérielle de 1923, et nous avons vu qu'elle avait été motivée par ce fait que l'examen des comptes de l'emploi du produit de la taxe avait montré que les communes intéressées n'en faisaient pas l'usage nettement prévu par la loi de 1919 ; cette circulaire nous montre, en effet, que les Conseils municipaux employaient ces ressources à divers travaux, dont le résultat n'était pas le développement de la station, et dont la charge aurait dû incomber au budget municipal ; de même pour les indigents : les communes employaient les ressources provenant de la taxe de séjour à soigner les pauvres de la localité (et non les indigents étrangers, comme le veut la loi), diminuant ainsi dans la même proportion les frais d'assistance médicale qui leur incombaient.

Trois ans plus tard, en 1926, l'enquête de l'inspection générale des services administratifs conclut que, dans aucune station, rien ni personne ne fixe l'emploi du produit de la taxe de séjour.

Il nous est donc facile de conclure que, des deux dispositions principales de la loi de 1919, aucune n'est respectée : non seulement les indigents ne bénéficient pas des ressources considérables provenant de la perception de la taxe de séjour ; mais encore les stations thermales n'en bénéficient guère non plus, puisque, pratiquement, les maires en font l'usage qui leur convient et qu'ils les emploient généralement, d'après les documents officiels eux-mêmes, à équilibrer les budgets municipaux.

(1) Voir au chapitre sur l'historique de la législation thermale le passage consacré à la circulaire du 16 novembre 1923.

Et pourtant, la loi de 1919 sur la taxe de séjour est une loi bien faite, qui, bien appliquée, non seulement ne coûtera rien à personne, mais encore « doit créer un peu de bien-être en tuant beaucoup de douleur, et doit parfaire l'Egalité qu'on affiche sur tous les murs (1). »

(1) D^r GHISLAIN-HOUZEL. — Les Richesses thermales de la France (*Ami du Peuple*, 30 août 1930).

CONCLUSIONS

La législation française des eaux minérales est donc établie actuellement par la loi de 1823, loi plus que centenaire, et dont la plupart des articles ont été successivement modifiés ou abolis par un nombre considérable de décrets, puis par la loi de 1856 et par la loi de 1919.

L'ensemble de notre législation constitue donc un véritable chaos, dans lequel il nous semblerait utile de mettre un peu d'ordre en condensant en une seule toutes ces lois si nombreuses et si diverses.

De plus, au cours de cette étude, nous nous sommes efforcés de critiquer, grâce aux précieuses indications qu'ont bien voulu nous fournir des compétences, tous les articles de nos lois thermales qui nous ont semblé néfastes pour nos stations hydrominérales; nous avons indiqué, avec des arguments à l'appui, les modifications qui nous paraissaient devoir y être apportées.

De sorte que, pour toutes ces raisons, le corps médical thermal et les Professeurs d'Hydrologie de nos Facultés de Médecine appellent de leurs vœux une loi nouvelle qui, tenant compte des desiderata exprimés par eux au cours de ce travail, aurait pour conséquence l'essor toujours plus grand de nos incomparables stations thermales françaises.

Car, nos sources étant une richesse nationale, il est de toute nécessité qu'elles reçoivent un statut légal conforme aux données hydrologiques et physico-chimiques modernes et conçu dans l'intérêt des stations, dans l'intérêt de la santé publique, dans l'intérêt national.

Nous n'avons pas l'intention de proposer, en manière de conclusion, un projet de loi : notre rôle n'est pas de légiférer. Nous voudrions simplement indiquer, pour nous résumer, les points essentiels que nous avons cherché à établir au cours de ce travail, et que nous voudrions voir figurer dans la loi future.

I. — L'intérêt de nos stations commande qu'elles soient placées sous l'autorité absolue de corps constitués comprenant un ensemble de compétences qui offrent toutes les garanties pour la conservation, la rénovation et le développement de nos stations.

On pourrait donc créer, dans chaque Faculté de Médecine, une Commission régionale qui s'occuperait, dans les stations placées sous son autorité, de l'hygiène, de la surveillance, de la protection des sources, des travaux à effectuer, en un mot, de tout ce qui pourrait intéresser les stations et les sources actuellement exploitées ou à exploiter.

Un certain nombre de départements seraient rattachés à chacune de ces Commissions régionales.

Leur composition pourrait être la suivante :

a) Le Professeur d'Hydrologie médicale de la Faculté ou, à défaut, le Professeur de Thérapeutique;

b) Le Professeur de Physique médicale;

c) Le Professeur de Chimie médicale;

d) Un certain nombre de médecins exerçant la médecine thermale dans la région dépendant de la Commission; ces médecins seraient élus par le corps médical thermal de la région.

Cette Commission pourrait s'adjoindre, si elle le jugeait utile et dans l'intérêt des stations, toute personnalité compétente (géologue, ingénieur, médecin hydrologue) qu'elle jugerait nécessaire, mais pour avis consultatif seulement.

La Commission régionale serait chargée d'inspecter,

aussi souvent qu'il serait nécessaire, mais au moins une fois par an, chaque station de la région; le Professeur d'Hydrologie, président de la Commission, serait en même temps inspecteur général des sources et stations de la région, et pourrait déléguer en inspection les membres de la Commission. Mais aucun des médecins élus ne pourrait inspecter la station où il exercerait la médecine thermale.

II. — Dans l'intérêt des stations et des malades qui les fréquentent, la Commission régionale devrait exiger du personnel employé dans les établissements thermaux une certaine formation médicale et la compétence nécessaire au bon accomplissement de ses délicates fonctions.

III. — Dans l'intérêt de la santé publique, il serait souhaitable que tout baigneur désirant suivre, dans une station thermale, un traitement quelconque, fût tenu d'être muni d'une ordonnance médicale, signée par un médecin exerçant dans la station; cette ordonnance ne devrait pas dater de plus d'un an.

IV. — En outre, il nous semblerait utile de créer, au Ministère de la Santé publique, une Direction des Stations de séjour, unique, indépendante de tous les autres ministères, dirigée par un médecin.

Cette Direction serait chargée de centraliser les décisions prises par les Commissions régionales et de leur donner force d'exécution par décret ministériel; d'étudier les suggestions et les projets que pourraient lui soumettre ces Commissions; de défendre les intérêts de nos sources; bref, d'élaborer un vaste plan d'ensemble ayant pour but la conservation, la rénovation et le développement de nos stations hydrominérales françaises.

V. — Dans l'intérêt de la santé publique et de nos sources, nous souhaiterions qu'il fût interdit aux membres des

corps politiques des communes et des départements où se trouvent des sources, aux propriétaires des sources, aux membres des administrations surveillantes (Commissions régionales et Direction près le Ministre de la Santé publique), d'être intéressés, en quelque manière que ce soit, à l'exploitation d'une source ou d'une station thermale.

VI. — Les sources thermales actuellement exploitées, faisant partie de la richesse nationale, sont déclarées d'intérêt public. Il nous semble donc nécessaire de leur assigner, obligatoirement, un périmètre de protection. De même, toute source retrouvée ou découverte devra aussitôt être protégée.

Nous avons vu, tout à l'heure, combien délicate était la délimitation du périmètre de protection; nous avons montré que ce n'était pas des ingénieurs des Mines qu'il fallait charger de cette mission, mais des personnalités éminemment compétentes.

Il nous semble indiqué de charger chaque Commission régionale de faire l'étude soigneuse (avec tous les collaborateurs qu'elle jugera nécessaires) de chacun des jaillissements de la région, selon les directives qu'a bien voulu nous exposer le distingué docteur Charmont; chaque jaillissement étant connu quant à son origine, sa nature, son trajet, il sera désormais facile à la Commission de lui attribuer le périmètre de protection qui assurera sa parfaite conservation.

Tous les travaux effectués dans les limites du périmètre de protection seront soumis à l'autorisation de la Commission régionale, ainsi que tous ceux qui, ayant été entrepris en dehors du périmètre de protection — donc sans autorisation — auraient pour résultat d'altérer la source.

Il nous semble aussi que la Commission régionale pourrait avoir le droit, dans l'intérêt général, d'imposer aux propriétaires des sources tous les travaux qu'elle jugerait

nécessaires pour la conservation, la protection, la captation ou la recaptation des sources. Les propriétaires auraient droit, bien entendu, à une indemnité.

VII. — Il nous reste à examiner maintenant la question de la perception et de l'emploi de la taxe de séjour; question capitale, nous semble-t-il, car les stations thermales et climatiques étant une richesse nationale et les cures qu'elles permettent étant une des modalités les plus importantes de la thérapeutique médicale, toutes les classes de la population française doivent bénéficier également des bienfaits qu'elles sont susceptibles de procurer, et, en particulier :

- a) Les indigents;
- b) Les mutilés et réformés de guerre;
- c) Les orphelins de guerre;
- d) Les membres des familles nombreuses;
- e) Les mutilés du travail et les bénéficiaires des lois d'assurances sociales.

Voici comment nous concevons la perception de la taxe de séjour : tout baigneur, dans toute station thermale ou climatique, devrait être assujetti au paiement d'une taxe dont le taux dépendrait de la station et de l'hôtel où serait descendu le baigneur; il serait fixé par la Commission régionale.

En outre, tous les commerçants et industriels de la station pourraient verser par eux-mêmes, sans que leurs clients puissent en supporter les conséquences, une somme équivalente, par exemple, à 5 p. 100 du montant de leur chiffre d'affaires.

Enfin, il nous semble logique que les casinos et les salles de jeu contribuent à grossir les sommes ainsi perçues et destinées au traitement des indigents et au développement

des stations. A cet effet, on pourrait prélever sur le produit des jeux une somme dont on ferait trois parts :

- a) La première attribuée à l'Etat;
- b) La deuxième destinée à assurer, au moins en partie, le traitement des non-payants;
- c) La troisième consacrée au développement de la station.

L'ensemble de ces trois parts ne devrait, en aucun cas, dépasser 50 p. 100 du revenu brut des jeux.

Nous confierions la gestion et l'emploi des sommes considérables ainsi réunies à une Chambre d'Industrie thermale et climatique, dont la composition pourrait être la suivante :

- a) Deux membres élus par les personnes appartenant aux catégories des professions intéressées au développement des stations;
- b) Deux délégués de l'administration communale de la station;
- c) Deux délégués de la Commission régionale;
- d) Cinq membres choisis par le Préfet en dehors de la station parmi les personnalités du département.

Cette Chambre serait présidée par le Préfet et jamais un des délégués du Conseil municipal ne pourrait en obtenir la vice-présidence.

Elle serait chargée de gérer l'ensemble des sommes perçues ainsi qu'il vient d'être dit, et elle en ferait chaque année deux parts égales :

- a) La première serait destinée à assurer aux non-payants étrangers à la station la gratuité du séjour et de la cure;
- b) La seconde serait employée dans l'intérêt général de la station, mais en aucun cas le Conseil municipal de la commune ne pourrait en disposer.

VIII. — Disons, en terminant, que, selon les suggestions de nombreuses personnalités compétentes, il serait désirable qu'il soit inscrit pendant plusieurs années au

budget de l'Etat une somme d'au moins 200 millions par an; cette somme serait destinée en partie à remettre en état nos sources et nos stations thermales, en partie à faire une publicité mondiale en faveur de notre hydrologie française.

*
**

Nous n'avons certes pas la prétention d'avoir examiné, en si peu de pages, toutes les réformes qui nous semblent nécessaires dans notre législation française des eaux minérales, ni d'avoir toujours proposé, pour chaque problème, la solution idéale.

Nous laissons au législateur, aidé par les médecins hydrologues et par les professeurs d'Hydrologie, le soin de modifier la législation actuelle dans le sens que nous indiquons; et nous appelons de tous nos vœux cette loi nouvelle, qui donnera au corps médical thermal et aux professeurs d'Hydrologie l'autorité suprême sur toutes nos stations hydrominérales, pour le plus grand bien de la thérapeutique thermale, dans l'intérêt de la santé publique, et pour le plus bel essor de nos stations thermales françaises, qui, par leur nombre, par leur variété et par leur efficacité, constituent une richesse unique au monde.

VU, BON A IMPRIMER :

Le Président,

J. SELLIER.

VU :

Le Doyen,

C. SIGALAS.

VU, ET PERMIS D'IMPRIMER :

Bordeaux, le 7 Février 1931.

Le Recteur de l'Académie,

F. DUMAS.

BIBLIOGRAPHIE

- AGUILHON. — Législation des Mines (1886).
- ALBERT. — Les Médecins grecs à Rome.
- Annuaire Médical des Stations hydrominérales, climatiques et balnéaires de France* (Paris, 1927).
- AUR PAYEN. — La Législation française sur les stations hydrominérales et climatiques (Thèse pour le doctorat ès sciences politiques et économiques, Paris 1914).
- DE BÉNAZÉ. — Du régime légal des eaux minérales ou thermales naturelles (1893).
- A. BERTRAND. — La Religion des Gaulois.
- BONNARD et PERCEPIED. — La Gaule thermale (1908).
- D^r P. CHARMONT. — De la nécessité d'une inspection médicale générale des stations thermales et climatiques (*Revue Médicale de l'Est*, 1^{er} décembre 1924).
- D^r P. CHARMONT. — Genèse des eaux hyperthermales primitives vierges. (Epinal, 1924.)
- D^r P. CHARMONT. — Rapport sur les sources thermales, les captations romaines et la station thermale de Bourbon-Lancy (Lyon, 1908).
- D^r P. CHARMONT. — Etudes, rapports et recherches sur les eaux thermales et les travaux romains et captations des failles thermales d'Aix-en-Provence (Aix, 1921-1922).
- D^r P. CHARMONT. — Quelques eaux minérales de la chaîne hercynienne (*Rev. Méd. de l'Est*, 15 nov. 1923).
- DECHAMBRE. — Dictionnaire encyclopédique des sciences médicales (1864-1889).
- DON CALMET. — Traité historique des eaux et bains de Plombières, Bourbonne, Luxeuil et Bains (Nancy, 1748).
- FLICHE. — Régime légal des eaux de sources et des eaux thermales (1882).

- V. GARDETTE. — Annuaire des eaux minérales (Paris, 1910).
- V. GARDETTE. — Les Richesses thermales de la France (*Ami du Peuple*, 10 août 1930).
- GERMOND DE LAVIGNE. — Législation des eaux minérales (1872).
- D^r GHISLAIN-HOUZEL. — Les Richesses thermales de la France (*Ami du Peuple*, 23, 25, 27, 30 août 1930).
- HAUMONTÉ. — Plombières ancien et moderne (Paris, 1865).
- DE LALANDE. — Législation annotée du régime des eaux (1896.)
- A. LARTIGUE. — Les Séismes, théorie générale tourbillonnaire ou trimorphotricinétique (*Côte d'Azur Médic.*, octobre 1930).
- G. MAILLARD. — L'industrie des eaux minérales naturelles et artificielles (1891).
- MIRMAN. — Fascic. n^{os} 132 et 133 du Conseil supérieur de l'Assistance publique, 1^{re} et 2^e sessions ordinaires de 1929 (Imprimerie administrative, Melun).
- NADAULT et BUFFON. — Traité des eaux de sources et des eaux thermales à l'usage des magistrats (1871).
- PICARD. — Traité des eaux (1896).
- SABADEL. — La législation sur les eaux minérales (1865).
- SANTELLI. — Contribution à l'étude des captages des sources thermo-minérales (Nancy, thèse de 1924).

